

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201498]

**2 FEVRIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en matière d'aides agricoles**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91;

Vu le règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit règlement;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.243, D.245 à D.248 et D.254, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides aux zones soumises à des contraintes naturelles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2016 instituant un Comité de suivi de l'organisme payeur, précisant l'exercice des compétences de ce dernier en matière de contrainte, et habilitant le Ministre de l'Agriculture afin de déterminer la procédure de désignation et de suivi d'organismes délégués;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation permanente au sens des articles D.99, § 2, 2<sup>o</sup> et D. 104, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Agriculture dans les secteurs agricole et sylvicole;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 septembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 septembre 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 15 septembre 2016 et approuvée le 14 octobre 2016;

Vu le rapport du 15 septembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.435/4 du Conseil d'État, donné le 12 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, les mots « d'au moins d'un are, » sont insérés entre les mots « un agriculteur » et « sur laquelle ».

**Art. 2.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les demandes » sont insérés entre les mots « demandes d'aides et » et les mots « de paiement »;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, est remplacé par ce qui suit :

« 5° les aides aux zones soumises à contraintes naturelles; »;

3° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, est remplacé par ce qui suit :

« 9° le soutien couplé »;

4° l'alinéa 2 est complété par les mots « et pour le paiement redistributif. ».

**Art. 3.** Dans l'article 11 du même arrêté, le paragraphe 3 est remplacé comme suit :

« § 3. En application de l'article 13, § 2, du règlement n° 639/2014, la personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou morales qui souhaite démontrer qu'il remplit la condition visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, fournit un document probant contenant les recettes totales découlant des activités non-agricoles ou une attestation délivrée par un comptable.

La personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou morales qui souhaite démontrer qu'il remplit la condition visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, fournit un document probant contenant le total des recettes découlant de l'activité agricole ainsi que le total des recettes perçues au cours de cette année fiscale ou une attestation délivrée par un comptable.

La personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou morales qui souhaite démontrer qu'il remplit la condition visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, fournit également une attestation délivrée par un comptable. ».

**Art. 4.** Dans l'article 40, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et que la surface des éléments surfaciques n'excède pas 100 m<sup>2</sup> », et les 1°, 3°, 5° sont abrogés;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 5.** Dans l'article 42, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « les zones de broussailles, les arbres, les pierriers » sont remplacés par les mots « les buissons, les arbustes ou les arbres non repris dans les exigences et les normes énumérées à l'annexe II du règlement (UE) n° 1306/2013, les pierriers ».

**Art. 6.** Dans l'article 47 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 août 2015 et 17 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 1°, 2°, 3°, 4° et 5° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° arbres alignés : les arbres alignés au sens de l'article 45, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, c), du règlement n° 639/2014;

2° arbre isolé : l'arbre isolé au sens de l'article 45, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, b), du règlement n° 639/2014, ainsi que les arbres remarquables visés à l'article 266 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

3° bordure de champ : la bordure de champs au sens de l'article 45, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, e), du règlement n° 639/2014;

4° bosquets et arbres en groupe : les groupes d'arbres au sens de l'article 45, § 4, d), du règlement n° 639/2014, dont la surface est composée de plantes ligneuses, soit arbres, buissons ou arbustes, de plus de dix mètres de largeur, couvrant une superficie d'un à trente ares;

5° haie : un tronçon continu d'arbres ou d'arbustes indigènes présentant une longueur de minimum dix mètres, en ce compris les espaces de maximum quatre mètres entre les éléments de la haie, et d'une largeur maximale de dix mètres au pied; »;

b) le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° fossé : un fossé au sens de l'article 45, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, g), du règlement n° 639/2014; »;

c) le 8° est abrogé;

d) le 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° mare : la mare au sens de l'article 45, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, f), du règlement n° 639/2014 d'une superficie minimale d'eau libre de vingt-cinq mètres carrés entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 mai inclus, de maximum dix ares, pouvant inclure une bande de couvert végétal permanent sans intrant d'au maximum dix mètres de largeur au bord de l'eau; ».

**Art. 7.** Dans l'article 49 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les fertilisants et les produits phytopharmaceutiques sont interdits sur les bandes tampons visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à l'exception, d'une part, des traitements localisés par pulvérisateur à lance ou à dos contre *Cirsium arvense*, *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius* et, d'autre part, lorsque l'utilisation des traitements localisés contre les espèces exotiques envahissantes s'inscrit dans un plan de lutte mené ou imposé par l'autorité publique et toujours en dernier recours. ».

**Art. 8.** Dans l'article 50 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les fertilisants et les produits phytopharmaceutiques sont interdits sur les bandes tampons visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à l'exception, d'une part, des traitements localisés par pulvérisateur à lance ou à dos contre *Cirsium arvense*, *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius* et, d'autre part, lorsque l'utilisation des traitements localisés contre les espèces exotiques envahissantes s'inscrit dans un plan de lutte mené ou imposé par l'autorité publique et toujours en dernier recours. ».

**Art. 9.** Dans l'article 57, du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsque l'organisme payeur a connaissance d'un montage visant à obtenir artificiellement le paiement redistributif, en ce compris par une scission d'une exploitation, il exécute l'application spécifique de la clause de contentement, telle que mentionnée à l'article 41, § 7, du règlement n° 1307/2013 et à l'article 62. ».

**Art. 10.** L'article 58, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> un master en bio-ingénieur en sciences agronomiques, un master de l'ingénieur industriel en agronomie finalité agronomie, un bachelier en sciences agronomiques, un bachelier en agronomie ou un diplôme équivalent reconnu par un autre Etat membre de l'Union européenne; ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis*

**Art. 11.** Dans l'article 25, § 2, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, les mots « multiplié par 4 » sont remplacés par les mots « multiplié par 10 ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs*

**Art. 12.** À l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> arbres alignés : un tronçon continu d'arbres indigènes présentant une longueur de minimum dix mètres en ce compris les espaces de maximum quatre mètres entre les éléments et d'une largeur maximale de 10 mètres au pied; »;

2<sup>o</sup> le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> arbre indigène : tout arbre d'une couronne minimale de 4 mètres, sauf en cas de taille, considéré comme indigène au sens de l'annexe 1<sup>ère</sup> de l'arrêté ministériel du 8 septembre 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards; »;

3<sup>o</sup> le 2<sup>o</sup>/1 est inséré et rédigé comme suit :

« 2<sup>o</sup>/1 arbre isolé : tout arbre indigène, à l'exception des arbres en groupe ou alignés; »;

4<sup>o</sup> le 2<sup>o</sup>/2 est inséré et rédigé comme suit :

« 2<sup>o</sup>/2 bosquets et arbres en groupe : bosquets et groupes d'arbres dont les couronnes se chevauchent et forment un couvert, composés de plantes ligneuses majoritairement indigènes, soit arbres, buissons ou arbustes, de plus de dix mètres de largeur, couvrant une superficie d'un à dix ares; »;

5<sup>o</sup> le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 7<sup>o</sup> le fossé : dépression naturelle ou aménagée d'une largeur maximale de 2 mètres et destinée à l'écoulement d'eau, à l'exception des éléments dont la structure est en béton; »;

6<sup>o</sup> le 8<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 8<sup>o</sup> haie indigène : un tronçon continu d'arbres ou d'arbustes indigènes présentant une longueur de minimum dix mètres en ce compris les espaces de maximum quatre mètres entre les éléments de la haie et d'une largeur maximale de dix mètres au pied »;

7<sup>o</sup> le 9<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 9<sup>o</sup> la mare : la mare d'une superficie minimale d'eau libre de vingt-cinq mètres carrés entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 mai inclus, de maximum dix ares, à l'exclusion des réservoirs en béton ou en plastique; »;

8<sup>o</sup> le 11<sup>o</sup>/1 est inséré et rédigé comme suit :

« 11<sup>o</sup>/1 les particularités topographiques : les éléments structurant le paysage dont les haies, les mares, les fossés, les arbres en ligne, en groupe ou isolés, les bosquets, les talus et les bordures de champ; ».

**Art. 13.** À l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 2<sup>o</sup>, les mots « un étang, » sont abrogés;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, les mots « et des autres éléments fixes du paysage, tels que les talus, les fossés, les étangs et les mares » sont abrogés.

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques*

**Art. 14.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 8<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 8<sup>o</sup> la ligne de base des engagements : ensemble des normes obligatoires établies en application du titre VI, chapitre I, du règlement (UE) n° 1306/2013, et des critères pertinents établis en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, point c), sous ii), du règlement (UE) n° 1307/2013 tel qu'exécuté par les articles 8 à 8/2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, des exigences minimales applicables à l'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires, ainsi que des autres exigences obligatoires pertinentes établies par le droit fédéral et régional telles que décrites dans le programme wallon de développement rural; »;

b) au 12<sup>o</sup> les mots « du règlement n° 1307/2014 » sont remplacés par les mots « du règlement n° 1307/2013 ».

**Art. 15.** Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et aux troupeaux » sont insérés entre les mots « sur les terres agricoles » et les mots « situées en Région wallonne »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 16.** Dans l'article 5, § 2, du même arrêté, les mots « de la demande unique et demande d'aides » sont chaque fois remplacés par les mots « de la demande de paiement » et les mots « pour l'année d'introduction » sont chaque fois remplacés par les mots « pour l'année de paiement ».

**Art. 17.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> est complété par les mots « de l'année qui suit la demande d'aide »;

3° le 5° est complété par les mots « pour le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit la demande d'aide ».

**Art. 18.** Dans l'article 8, à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à l'alinéa 2 du même arrêté, les mots « de la demande d'aide et » sont abrogés.

**Art. 19.** L'article 9, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété par les 6° et 7° rédigés comme suit :

« 6° exploite sur le territoire de la Région wallonne les terres agricoles pour lesquelles il sollicite les aides agro-environnementales et climatiques;

7° introduit sa demande d'aide dans le délai visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 20.** Dans l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 21.** Dans l'article 16 du même arrêté, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° chaque tranche annuelle est payée conformément à l'article 75 du règlement n° 1306/2013; ».

**Art. 22.** Dans le chapitre VIII du même arrêté, l'intitulé de la section 1<sup>ère</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Section 1<sup>ère</sup>. Transfert d'exploitation ou transfert de terres agricoles couvertes par un engagement ».

**Art. 23.** Dans l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « ces engagements » sont remplacés par les mots « son engagement »;

2° le paragraphe 4 est abrogé.

**Art. 24.** A l'article 19, § 1<sup>er</sup>, aliéna 2, du même arrêté, les mots « l'année d'introduction de la demande de transformation » sont remplacés par les mots « l'année suivant l'année d'introduction de la demande de transformation ».

**Art. 25.** L'article 20, alinéa 3, du même arrêté, est complété par les mots « pour le reste de la durée de l'engagement initial ».

**Art. 26.** Dans l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « , la longueur, le nombre d'éléments ou d'animaux » sont insérés entre les mots « ou lorsque la surface » et les mots « sur laquelle porte un engagement » et le mot « laquelle » est remplacé par le mot « lequel »;

b) dans l'alinéa 2, les mots « , longueur, nombre d'éléments ou d'animaux » sont insérés entre les mots « pour couvrir les surfaces » et les mots « supplémentaires »;

c) dans l'alinéa 2, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° concerne une superficie, une longueur, un nombre d'éléments ou d'animaux égaux ou inférieurs à cinquante pour cent de ceux de l'engagement initiale; »

d) l'alinéa 2, est complété par le 4° rédigé comme suit :

« 4° soit accompagnée d'une adaptation de l'avis d'expert si elle concerne une méthode ciblée. »;

5° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, une superficie, une longueur, un nombre d'éléments ou d'animaux est égal ou inférieur à cinquante pourcents de ceux de l'engagement initial lorsque les superficies, les longueurs, les nombres d'éléments ou d'animaux totaux faisant l'objet de la demande d'extension, augmentés des superficies, des longueurs, des nombres d'éléments ou d'animaux totaux ayant fait antérieurement l'objet d'une demande d'extension durant la même période d'engagement, sont égaux ou inférieurs à cinquante pourcents de ceux de l'engagement initial dans la demande d'aide. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « pour la nouvelle méthode ou sous-méthode pratiquée » sont abrogés;

b) les mots « l'année d'introduction de la demande de transformation » sont remplacés par les mots « l'année suivant l'introduction de la demande de transformation ».

**Art. 27.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 22/1 rédigé comme suit :

« Art.22/1. L'agriculteur peut introduire une nouvelle demande d'aide pour un plan d'action agro-environnemental, même s'il est déjà engagé pour cinq ans sur base du présent arrêté. La nouvelle demande d'aide fait démarrer un nouvel engagement pour cinq ans qui remplace l'engagement déjà existant. ».

**Art. 28.** Dans l'article 23 du même arrêté, les mots « lorsqu'il s'est engagé dans une méthode non ciblée » sont remplacés par les mots « qui reprend les différentes informations utiles au contrôle de l'engagement telles qu'arrêtées par le Ministre. ».

**Art. 29.** À l'article 28 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « du caractère persistant » sont remplacés par les mots « de la durée »;

2° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré le 4/1° rédigé comme suit :

« 4°/1° niveau 5 : suppression du paiement annuel pour la parcelle considérée et récupération des montants perçus pour la parcelle depuis le début de l'engagement; »;

b) au 5°, les mots « niveau 5 » sont remplacés par les mots « niveau 6 »;

c) au 6°, les mots « niveau 6 » sont remplacés par les mots « niveau 7 »;

d) au 7°, les mots « niveau 7 » sont remplacés par les mots « niveau 8 »;

3° au paragraphe 4, aliéna 2, les mots « de la persistance » sont remplacés par les mots « de la durée »;

3° au paragraphe 6, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par le mot « rencontré ».

**Art. 30.** Dans l'article 30 du même arrêté, les mots « en faveur des agriculteurs » sont remplacés par les mots « en faveur des personnes physiques ou morales ».

**Art. 31.** L'article 33, alinéa 2, du même arrêté est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° les demandes de paiements concernant les plans d'action agro-environnementale mentionnés à l'article 3, 11°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 lorsque l'engagement a été conclu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014. ».

**Art. 32.** Dans le même arrêté, est inséré un article 34/1 rédigé comme suit :

« Art.34/1. En dérogation à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, les bénéficiaires souhaitant introduire une demande d'aide en 2016 pour un engagement pris sur un site désigné site Natura 2000 après le 1<sup>er</sup> septembre 2016, peuvent introduire leur demande d'aide au plus tard pour le 31 décembre 2016. ».

CHAPITRE V. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique*

**Art. 33.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 8<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 8<sup>o</sup> la ligne de base des engagements : l'ensemble des normes obligatoires établies en application du titre VI, chapitre I, du règlement n<sup>o</sup> 1306/2013 et des critères pertinents établis en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, c), ii), du règlement (UE) n<sup>o</sup> 1307/2013 tel qu'exécuté par les articles 8 à 8/2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, des exigences minimales applicables à l'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires, ainsi que des autres exigences obligatoires pertinentes établies par le droit fédéral et régional telles que décrites dans le programme wallon de développement rural; »;

b) le 21<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 21<sup>o</sup> le service territorial : le service décentralisé du Département de l'Agriculture de l'Administration; ».

**Art. 34.** Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par la phrase suivante :

« Lorsque la demande d'aide est introduite via un mandat octroyé par l'agriculteur à un organisme certificateur, celui-ci peut communiquer la demande d'aide en même temps qu'il transmet les données à l'Administration; »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 4<sup>o</sup>, les mots « de faire les démarches nécessaires à l'affiliation auprès d'un organisme de contrôle pour le 1<sup>er</sup> janvier suivant l'introduction de la demande d'aide ou de donner la preuve de son affiliation auprès d'un organisme de contrôle » sont remplacés par les mots « d'être certifié par un organisme de contrôle au 1<sup>er</sup> janvier de la première année d'engagement »;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, le mot « réceptionnée » est remplacé par le mot « recevable »;

4<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du Gouvernement wallon » sont insérés entre les mots « aux articles 2 et 3 de l'arrêté » et les mots « du 12 février 2015 »

5<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, les mots « et n'ait pas révélé des irrégularités » sont abrogés.

**Art. 35.** Dans l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> avoir, au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit la demande d'aide, notifié son activité à un organisme de contrôle et soumis au système de contrôle les surfaces pour lesquelles l'aide est demandée; ».

**Art. 36.** Dans l'article 8 du même arrêté, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Les superficies bénéficiant d'indemnités Natura 2000 liées à une unité de gestion « milieux ouverts prioritaires », « prairies habitats d'espèces », « bandes extensives », « zones sous statut de protection » et « zones à gestion publique », au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables ne bénéficient pas de l'aide à la production biologique.

Les superficies bénéficiant de l'indemnité Natura 2000 conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale, pour les « prairies de liaison » converties à l'agriculture biologique peuvent bénéficier de l'aide à la production biologique. ».

**Art. 37.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 11/1 rédigé comme suit :

« Art. 11/1. Une majoration du montant de l'aide en cas d'utilisation de semences ou de matériel de reproduction végétative issus de l'agriculture biologique est appliquée et définie par le Ministre, conformément au programme wallon de développement rural. ».

**Art. 38.** Dans l'article 13, alinéa 3, première phrase, du même arrêté, les mots « au cours de l'engagement » sont remplacés par les mots « à l'engagement en cours ».

**Art. 39.** Dans l'article 17 du même arrêté, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> chaque tranche annuelle est payée conformément à l'article 75 du règlement n<sup>o</sup> 1306/2013; ».

**Art. 40.** Dans l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« En cas d'insuffisance de fonds, le Ministre peut décider que les montants octroyés pour les nouveaux engagements sont revus à la baisse. »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, les mots « de l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « des alinéas 2 ou 3 ».

**Art. 41.** Dans l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « Si, par application de l'article 27, » sont remplacés par les mots « Conformément à l'article 27, si »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est abrogé;

3<sup>o</sup> le paragraphe 4 est abrogé.

**Art. 42.** Dans l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est complété par le 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> concerne une superficie égale ou inférieure à cinquante pour cent de la superficie initiale. »;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Pour l'application de l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>, une superficie est égale ou inférieure à cinquante pourcents de la superficie initiale lorsque les superficies totales faisant l'objet de la demande d'extension, augmentées des superficies totales ayant fait antérieurement l'objet d'une demande d'extension durant la même période d'engagement, sont égales ou inférieures à cinquante pourcents de la superficie totale initialement engagée dans la demande d'aide. »;

c) l'article 20, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Conformément à l'article 15, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du règlement n<sup>o</sup> 807/2014, lorsque le bénéficiaire accroît la superficie de son exploitation ou lorsque la surface sur laquelle porte un engagement dans une exploitation est augmentée, le remplacement de l'engagement par un nouvel engagement est autorisé.

Le nouvel engagement se substitue à l'engagement existant, à condition que la demande de remplacement :

- 1° respecte les conditions prévues à l'article 15, § 3, du règlement n° 807/2014;
- 2° soit introduite dans les délais et selon les modalités fixées par le Ministre;
- 3° concerne une superficie supérieure à cinquante pourcents de la superficie initiale.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, une superficie est supérieure à cinquante pour cent de la superficie initiale lorsque les superficies totales faisant l'objet de l'accroissement visé par la demande de remplacement, augmentées des superficies totales ayant fait antérieurement l'objet d'une demande d'extension durant la même période d'engagement, sont supérieures à cinquante pourcents de la superficie totale initialement engagées dans la demande d'aide.

En cas d'acceptation, un nouvel engagement de cinq ans prend cours l'année d'introduction de la demande de remplacement et un remboursement n'est pas exigé pour les paiements des périodes précédentes. ».

**Art. 43.** Dans l'article 22, du même arrêté, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'organisme payeur procède également aux révisions nécessaires des engagements en cours aux fins d'éviter le double financement des pratiques visées à l'article 43 du règlement n° 1307/2013 en cas de modifications desdites pratiques et, en cas d'adoption d'une nouvelle réglementation européenne encadrant la production biologique, aux fins de les rendre conformes aux nouvelles dispositions en vigueur. ».

*CHAPITRE VI. — Modifications de l'arrêté du gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole*

**Art. 44.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré le 6°/1 rédigé comme suit :

« 6°/1 date d'installation par développement : la date du premier enregistrement au SIGeC en tant qu'agriculteur à titre principal et qui correspond à la date d'inscription à la caisse d'assurances sociales en tant qu'agriculteur à titre principal; »;

2° le 9° est complété par les mots « ou l'expérience professionnelle en tant qu'ouvrier ou salarié agricole sur une exploitation agricole ».

**Art. 45.** L'article 2 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois, l'article 9 n'est pas applicable aux CUMA et aux SCTC. ».

**Art. 46.** Dans le chapitre II, section 2, du même arrêté, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit :

« Art. 3/1. Tout document transmis par la voie électronique a la même valeur qu'un document en version papier s'il est transmis via le portail « PAC-ON-WEB ». ».

**Art. 47.** Dans le chapitre II, section 2, du même arrêté, il est inséré un article 3/2 rédigé comme suit :

« Art. 3/2. La demande d'aide peut être remplie par un mandataire qui justifie d'un mandat écrit en vertu duquel il agit. ».

**Art. 48.** Dans l'article 6, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « par reprise et par création » sont remplacés par « par reprise, par création et par développement ».

**Art. 49.** Dans le chapitre II, section 3, du même arrêté, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit :

« Art. 10/1. Aucune aide, organisée par le présent arrêté n'est octroyée à une exploitation qui détient une spéculation avicole ou porcine qui relève de la classe 1 au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. ».

**Art. 50.** A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées comme suit :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, les mots « minimum huit ans » sont remplacés par les mots « minimum trois ans »;

2° à l'alinéa 3, les mots « de cinq ans après la date du dernier paiement d'aide au bénéficiaire » sont abrogés;

3° l'alinéa 3, 1°, est remplacé par ce qui suit :

« 1° de minimum trois ans après la décision d'octroi de l'aide pour les aides à l'installation; »;

4° est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, le Ministre définit les conditions que le jeune agriculteur qui n'est pas le chef d'exploitation exclusif respecte pour être considéré comme exerçant un contrôle effectif. ».

**Art. 51.** Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. Aides à l'installation par reprise, par création et par développement ».

**Art. 52.** Dans les articles 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 4°, 27, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 28, alinéa 1<sup>er</sup>, 65, § 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté, les mots « par reprise ou par création » sont chaque fois remplacés par les mots « par reprise, par création ou par développement ».

**Art. 53.** A l'article 15, § 1<sup>er</sup>, 2° du même arrêté, les mots « au plus tard douze mois » sont remplacés par les mots « au plus tard vingt-quatre mois ».

**Art. 54.** Dans le même arrêté, chapitre III, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit :

« Section 2. Admissibilité de l'installation par reprise, par création et par développement »

**Art. 55.** A l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « un registre des parts ou » sont abrogés;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« La personne morale démontre la reprise avec un registre des parts en plus de la convention de reprise ou de l'acte authentique mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »;

c) à alinéa 2, devenu alinéa 3, les mots « au moins huit ans » sont remplacés par les mots « au moins trois ans ».

**Art. 56.** A l'article 18, alinéa 2, du même arrêté, les mots « au moins 8 ans » sont remplacés par les mots « au moins trois ans après la décision de l'octroi de l'aide ».

**Art. 57.** Dans le chapitre III, section 2, du même arrêté, il est inséré un article 18/1 rédigé comme suit :

« Art. 18/1. § 1<sup>er</sup>. L'installation par développement est l'installation d'un jeune agriculteur dans une exploitation dans le but de la développer suite à son inscription pour la première fois dans une caisse d'assurances sociales en tant qu'agriculteur à titre principal.

Si l'exploitation appartient en partie à une autre personne que le jeune agriculteur, l'installation par développement est prouvée par une convention de reprise enregistrée ou un acte authentique qui :

1° mentionne les modalités et l'inventaire de la reprise;

2° est daté et signé par les différentes parties au plus tard le jour de l'inscription du jeune agriculteur dans une caisse d'assurances sociales en tant qu'agriculteur à titre principal.

La personne morale démontre la reprise avec un registre des parts en plus de la convention de reprise ou de l'acte authentique mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le jeune agriculteur exerce un contrôle effectif sur l'exploitation durant au moins trois ans après la décision de l'octroi de l'aide.

Le Ministre définit les conditions que le jeune agriculteur qui n'est pas le chef d'exploitation exclusif respecte pour être considéré comme exerçant un contrôle effectif.

§ 2. Si la convention de reprise ou l'acte authentique ne répond pas aux conditions reprises au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'aide au développement n'est pas prise en compte par l'organisme payeur. »

**Art. 58.** Dans l'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots « comme indépendant agriculteur » sont abrogés;

b) au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, les mots « au moins huit ans » sont remplacés par les mots « au moins trois ans »;

c) le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 2<sup>o</sup>, à défaut d'être déclaré en ordre, l'agriculteur transmet à l'organisme payeur une copie de la demande de dispense de cotisation sociale qu'il a introduite.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, le Ministre définit les conditions que le jeune agriculteur qui n'est pas le chef d'exploitation exclusif respecte pour être considéré comme exerçant un contrôle effectif. »;

d) au paragraphe 2, 3<sup>o</sup>, les mots « du Code wallon de l'Agriculture » sont remplacés par les mots « de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture ou, le cas échéant, avec les exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 relatif à la formation en apiculture, ».

**Art. 59.** Dans l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont abrogés;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 3, devenant alinéa 1<sup>er</sup>, au 1<sup>o</sup>, les mots « ou de développement » sont insérés entre les mots « en cas de création » et les mots « , s'engage »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 3, devenant l'alinéa 1<sup>er</sup>, au 2<sup>o</sup>, le mot « suivant celle » est inséré entre les mots « égal à un l'année » et les mots « de la demande et les années suivantes ».

**Art. 60.** A l'article 24 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« L'expérience pratique peut être confirmée à concurrence de cinq ans maximum. ».

**Art. 61.** A l'article 27, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « ou le développement » sont insérés entre les mots « en quatre tranches pour la création » et les mots « sur une période de cinq ans maximum ».

**Art. 62.** Dans l'article 32, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « dans les douze mois qui suivent la date de la sélection du dossier » sont remplacés par les mots « dans les douze mois qui suivent la date de la sélection du dossier »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« La date de sélection du dossier est la date de la notification de la décision de sélection du dossier par l'organisme payeur. ».

**Art. 63.** A l'article 33 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, les mots « agriculteur à titre complémentaire ou principal » sont remplacés par les mots « à défaut d'être déclaré en ordre, l'agriculteur, qu'il soit à titre complémentaire ou à titre principal, transmet à l'organisme payeur une copie de la demande de dispense de cotisation sociale qu'il a introduite »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'expérience pratique en tant qu'agriculteur ou aidant ou conjoint aidant est prouvée par les périodes d'affiliation à une caisse d'assurances sociales. L'expérience pratique en tant qu'ouvrier ou salarié agricole est prouvée par un contrat de travail; »;

3<sup>o</sup> un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« L'expérience pratique prouvée devant le Comité d'installation dans le cadre d'une aide à l'installation est également valable dans le cadre d'une aide à l'investissement. »;

4<sup>o</sup> l'alinéa 4, devenu alinéa 5, est abrogé.

**Art. 64.** L'article 36, § 2, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Parmi les partenaires producteurs admissibles qui composent un partenaire de type coopérative CUMA ou SCTC, l'identification au SIGeC, la signature et les documents permettant de vérifier les conditions visées à l'article 33, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, sont exigés uniquement pour :

1<sup>o</sup> la majorité des partenaires de type producteur lorsque la CUMA ou la SCTC est composée de moins de dix partenaires de type producteur;

2<sup>o</sup> six partenaires de type producteur lorsque la CUMA ou la SCTC est composée d'au moins dix partenaires de type producteur. ».

**Art. 65.** Dans l'article 37 du même arrêté, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> est composé de partenaires qui sont membres au plus d'une part, de deux CUMA qui ont pour objet social l'utilisation en commun de matériel et, d'autre part, d'une CUMA par secteur de production ayant pour objet social l'utilisation en commun de matériel spécifique à ce secteur; ».

**Art. 66.** Dans l'article 38, 5<sup>o</sup>, du même arrêté, le mot « transformé et commercialisés » sont remplacés par les mots « transformés ou commercialisés ».

**Art. 67.** Dans l'article 48, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « chapitre VI » sont remplacés par les mots « chapitre IV ».

**Art. 68.** L'article 54 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si des documents ou informations complémentaires sont requis pour procéder au paiement de l'aide, la demande d'informations complémentaires suspend le traitement du dossier. Lorsque les documents ne sont pas reçus par l'organisme payeur dans les soixante jours après la demande d'informations complémentaires, la demande d'aide peut être refusée. ».

**Art. 69.** Dans l'article 58 du même arrêté, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'agriculteur qui obtient la cotation minimale à l'ensemble des critères de sélection a droit aux aides complémentaires visées aux articles 49 et 50.

Pour chacune des aides complémentaires visées aux articles 49 et 50, le Ministre détermine la cotation minimale, la méthode de sélection, les critères de sélection et sollicite l'approbation du comité de suivi à cette fin, dans le cadre de la mise en œuvre du programme wallon de développement rural.

Les critères permettent la sélection des projets soumis dans la demande d'aide. La cotation des projets sélectionnés détermine le pourcentage d'aide à l'investissement. ».

**Art. 70.** Dans l'article 65, § 7, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le projet d'investissement respecte les dispositions du chapitre IV et celles prises en vertu de ce dernier. ».

**Art. 71.** L'article 78 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 78. Dans le cas de l'aide à l'installation, le jeune agriculteur respecte les conditions visées à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, pendant une période de trois ans après la décision d'octroi de l'aide. ».

**Art. 72.** A l'article 83 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « le CUMA » sont chaque fois remplacés par les mots « la CUMA »;

2<sup>o</sup> les mots « le SCTC » sont remplacés par les mots « la SCTC ».

**Art. 73.** A l'article 84, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « , et d'un huitième, dans le cas de l'aide à l'installation » sont remplacés par les mots « . Pour les aides à l'installation, le régime de réduction et de refus des aides est réparti en 3 niveaux, établis comme suit :

1<sup>o</sup> niveau 1 : un sixième du total des aides concernées

2<sup>o</sup> niveau 2 : un quart du total des aides concernées;

3<sup>o</sup> niveau 3 : un tiers des aides concernées.

Le Ministre est habilité à établir une grille de réduction en fonction des manquements. ».

**Art. 74.** Dans l'article 92 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par ce qui suit :

« Toutefois, un demandeur qui assume seul la charge de mère ou de père de famille, qui est concerné par les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles de l'article 91, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et qui reprend l'exploitation d'un bénéficiaire dont il est parent au deuxième degré maximum, est dispensé de remplir les exigences prévues à l'article 19, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, pour obtenir une aide. ».

**Art. 75.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 100/1 rédigé comme suit :

« Art. 100/1. Sans préjudice des autres dispositions du présent arrêté, les agriculteurs qui ont bénéficié d'aides à l'investissement agricole ou à l'installation, sous l'égide de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, sont éligibles pour les demandes d'aides introduites après le 1<sup>er</sup> octobre 2015. ».

**Art. 76.** L'article 101 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 101. § 1<sup>er</sup>. Les personnes ayant introduit une demande d'aide à l'installation avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole sous l'égide des articles 22 à 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, peuvent se voir octroyer cette aide si la recevabilité de la demande a été notifiée dans le délai prévu à l'article 22, § 3, alinéa 2, de ce même arrêté.

Les personnes ayant reçu une aide dans le cadre d'une première phase pour une installation sous l'égide des articles 22 à 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole et des articles 22 à 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture, peuvent se voir octroyer une aide pour une seconde phase conformément aux articles 22 à 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole et aux articles 22 à 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture, si l'investissement lié à cette seconde phase est réalisé avant le 31 décembre 2016.

§ 2. Les aides à l'installation visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont versées sous la forme d'une capitalisation d'une subvention-intérêt octroyée pendant sept ans avec un maximum de 30.000 euros. ».

#### CHAPITRE VII. — *Modifications relatives à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides aux zones soumises à des contraintes naturelles*

**Art. 77.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides aux zones soumises à des contraintes naturelles, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 3, les mots « Si la preuve d'affiliation s'avère insuffisante pour démontrer la condition énoncée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « Pour vérifier que l'activité est bien pratiquée à titre principal »;

3<sup>o</sup> dans l'alinéa 3, le mot « complémentaires » est abrogé.

**Art. 78.** A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « , en qualité d'agriculteur, horticulteur ou d'éleveur » sont abrogés;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le 2<sup>o</sup> est abrogé;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé;

4<sup>o</sup> dans le paragraphe 4, les mots « joint à la demande l'attestation d'affiliation mentionnée au paragraphe 3. Si le demandeur est une personne morale, un des administrateurs délégués, gérants ou associés gérants qui a la responsabilité de la gestion de l'exploitation considérée joint à la demande l'attestation d'affiliation mentionnée au paragraphe 3. » sont remplacés par les mots « répond aux conditions d'admissibilité. »;

5<sup>o</sup> dans le paragraphe 5, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont abrogés;

6<sup>o</sup> dans le paragraphe 5, à l'alinéa 3, les mots « dans les cas visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, » sont abrogés.

CHAPITRE VIII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis*

**Art. 79.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, le 3<sup>o</sup> est complété par les mots: « , sauf si celui-ci n'est identifié uniquement dans le cadre d'une fonction de représentation. ».



**Art. 80.** L'article 10 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si des éléments laissent apparaître que les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas remplies, l'organisme payeur procède à un contrôle sur place. ».

CHAPITRE IX. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture*

**Art. 81.** Dans l'article 4, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture, les mots « de base agricole ou de gestion » sont remplacés par les mots « de techniques agricoles ou des cours de gestion et d'économie agricole ».

**Art. 82.** A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots, « hors de la dérogation visée au paragraphe 3, » sont insérés entre les mots « pour valider les résultats de l'examen, » et les mots « le participant suit les cours »;

2<sup>o</sup> l'article 8 est complété par le paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. En dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les personnes qui ont déjà un diplôme de l'enseignement supérieur ou universitaire d'une orientation non agronomique ou le diplôme équivalent reconnu par un autre Etat membre de l'Union européenne ou en vertu d'une autre législation nationale peuvent passer uniquement l'examen sans avoir assister au cours.

En cas d'échec au maximum deux fois à cet examen, ces personnes peuvent repasser l'examen uniquement si elles remplissent les conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 83.** Dans l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> le titulaire du certificat délivré à l'issue des cours de gestion et d'économie agricole ou celui qui en disposera au plus tard avant la fin de la réalisation du stage ou de son équivalent; »

**Art. 84.** Dans l'article 12, alinéa 2, du même arrêté les mots « le rythme hebdomadaire du stage » sont remplacés par les mots « les dates du stage ».

**Art. 85.** Dans l'article 14, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, alinéa 3, et au paragraphe 6, alinéa 3, du même arrêté, les mots « comité de sélection » sont chaque fois remplacés par les mots « comité d'experts ».

**Art. 86.** Dans l'article 20, § 3, du même arrêté, le mot « de » est inséré entre le mot « décembre » et le mot « l'année ».

**Art. 87.** Dans l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « du titre 4, chapitre 2, » sont remplacés par les mots « du chapitre II du titre IV ».

**Art. 88.** L'article 31 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31. Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 3 à 10, 12, 13 et 21 du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1<sup>er</sup> juillet 2014, p. 1. ».

CHAPITRE X. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2016 instituant un Comité de suivi de l'organisme payeur, précisant l'exercice des compétences de ce dernier en matière de contrainte, et habilitant le Ministre de l'Agriculture afin de déterminer la procédure de désignation et de suivi d'organismes délégués*

**Art. 89.** L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2016 instituant un Comité de suivi de l'organisme payeur, précisant l'exercice des compétences de ce dernier en matière de contrainte, et habilitant le Ministre de l'Agriculture afin de déterminer la procédure de désignation et de suivi d'organismes délégués et complété par une alinéa rédigé comme suit :

« L'autorité compétente visée à l'article D.252 du Code délègue au Ministre les autres mesures qui lui sont confiées par la réglementation européenne. ».

CHAPITRE XI. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation permanente au sens des articles D.99, § 2, 2<sup>o</sup>, et D. 104, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Agriculture dans les secteurs agricole et sylvicole*

**Art. 90.** Dans l'article 9, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation permanente au sens des articles D.99, § 2, 2<sup>o</sup> et D. 104, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Agriculture dans les secteurs agricole et sylvicole, les mots « article 9 » sont remplacés par les mots « article 8 ».

**Art. 91.** L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 3 à 10, 12, 13 et 21 du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1<sup>er</sup> juillet 2014, p. 1. ».

CHAPITRE XII. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 92.** Les articles 44, 1<sup>o</sup>, 48, 51, 52, 54, 57, 59, 2<sup>o</sup>, et 61 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2017.

**Art. 93.** L'article 74 produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2015.

**Art. 94.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 février 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201498]

**2. FEBRUAR 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse in Sachen Agrarbeihilfen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates vom 28 Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 der Kommission vom 5. September 2008 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen hinsichtlich der ökologischen/biologischen Produktion, Kennzeichnung und Kontrolle;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.243, D.245 bis D.248 und D.254 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2016 zur Einrichtung eines Ausschusses zur Überwachung der Zahlstelle, zur Erläuterung der Ausübung ihrer Zuständigkeiten in Sachen Zwangsbeitreibung, und zur Ermächtigung des Ministers für Landwirtschaft im Hinblick auf die Festlegung des Verfahrens zur Bestimmung und Überwachung von beauftragten Stellen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Weiterbildungsaktivitäten im Sinne der Artikel D.99 § 2 Ziffer 2 und D.104 Absatz 1 Ziffer 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im land- und forstwirtschaftlichen Bereich;

Aufgrund der am 7. September 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. September 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. September 2016 stattgefundenen und am 14. Oktober 2016 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 15. September 2016;

Aufgrund des am 12. Dezember 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 60.435/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I — Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015  
zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte*

**Artikel 1** - In Artikel 1 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte werden die Wörter "von mindestens einem Ar" zwischen das Wort "Fläche" und die Wörter "auf der eine bestimmte Kultur" gesetzt.

**Art. 2** - Artikel 2 § 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "les demandes" zwischen die Wörter "demandes d'aides et" und die Wörter "de paiement" eingefügt;

2° Absatz 1 Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° die Beihilfen für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen;"

3° Absatz 1 Ziffer 9 wird durch Folgendes ersetzt:

"9° die gekoppelte Stützung";

4° in Absatz 2 werden die Wörter "und auf eine Umverteilungsprämie" zwischen die Wörter "Vergrünungszahlung" und "eingereicht" eingefügt.

**Art. 3** - In Artikel 11 desselben Erlasses wird Paragraph 3 durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. In Anwendung von Artikel 13 § 2 der Verordnung Nr. 639/2014 legt die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung von natürlichen oder juristischen Personen, die nachweisen möchte, dass sie die in Paragraph 1 Ziffer 1 erwähnte Bedingung erfüllt, ein beweiskräftiges Dokument, das die Gesamteinkünfte aus nicht landwirtschaftlichen Tätigkeiten enthält, oder eine von einem Rechnungsprüfer ausgestellte Bescheinigung vor.

Die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung von natürlichen oder juristischen Personen, die nachweisen möchte, dass sie die in Paragraph 1 Ziffer 2 erwähnte Bedingung erfüllt, legt ein beweiskräftiges Dokument, das die Gesamteinkünfte aus landwirtschaftlichen Tätigkeiten sowie die im Laufe dieses Steuerjahres erhaltenen Gesamteinkünfte enthält, oder eine von einem Rechnungsprüfer ausgestellte Bescheinigung vor.

Die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung von natürlichen oder juristischen Personen, die nachweisen möchte, dass sie die in Paragraph 1 Ziffer 3 erwähnte Bedingung erfüllt, legt ebenfalls eine von einem Rechnungsprüfer ausgestellte Bescheinigung vor."

**Art. 4** - Artikel 40 § 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "und dass die Flächenbestandteile nicht größer als 100 m<sup>2</sup> sind" gestrichen und die Ziffern 1, 3 und 5 außer Kraft gesetzt.

2° Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 5** - In Artikel 42 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "das Unterholz, die Bäume und Geröllhalden" durch die Wörter "die nicht in den in Anhang II der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 aufgelisteten Anforderungen und Normen angegebenen Büsche, Sträucher oder Bäume und Geröllhalden" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 47 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 und vom 17. Dezember 2015, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Ziffern 1, 2, 3, 4 und 5 werden durch Folgendes ersetzt:

"1° in der Reihe stehende Bäume: die in der Reihe stehenden Bäume im Sinne von Artikel 45 § 4 Absatz 1 Buchstabe c) der Verordnung Nr. 639/2014;

2° alleinstehender Baum: der alleinstehende Baum im Sinne von Artikel 45 § 4 Absatz 1 Buchstabe b) der Verordnung Nr. 639/2014, sowie die in Artikel 266 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnten bemerkenswerten Bäume;

3° Feldrand: der Feldrand im Sinne von Artikel 45 § 4 Absatz 1 Buchstabe e) der Verordnung Nr. 639/2014;

4° die in Gruppen oder in Reihen stehenden Haine und Bäume: die Baumgruppen im Sinne von Artikel 45 § 4 Buchstabe d) der Verordnung Nr. 639/2014, deren Fläche aus holzartigen Pflanzen, entweder Bäume, Büsche oder Sträucher, bestehen, die mehr als zehn Meter breit sind und eine Fläche von einem bis dreißig Ar bedecken;

5° Hecke: ein mit einheimischen Bäumen oder Sträuchern bepflanzt, mindestens zehn Meter langer ununterbrochener Abschnitt, einschließlich der maximalen Abstände von vier Metern zwischen den Bestandteilen der Hecke, mit einer maximalen Breite von zehn Metern an der Basis;"

b) Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"7° Graben: der Graben im Sinne von Artikel 45 § 4 Absatz 1 Buchstabe g) der Verordnung Nr. 639/2014/";

c) Ziffer 8 wird außer Kraft gesetzt;

d) Ziffer 9 wird durch Folgendes ersetzt:

"9° Tümpel: der Tümpel im Sinne von Artikel 45 § 4 Absatz 1 Buchstabe f) der Verordnung Nr. 639/2014 mit einer Mindestfläche freien Wassers von fünfundzwanzig Quadratmetern zwischen dem 1. November und dem 31. Mai einschließlich, der einen Streifen mit ständiger Pflanzendecke ohne Einträge von höchstens zehn Metern Breite entlang des Wassers mit einschließen kann;"

**Art. 7** - In Artikel 49 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2015, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Die Dünge- und Pflanzenschutzmittel sind auf den in Absatz 1 erwähnten Pufferstreifen untersagt, mit Ausnahme einerseits der gezielten Behandlung durch Sprühgeräte mit Zerstäuberlanze oder Rückenspritze gegen *Cirsium arvense*, *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius*, und andererseits wenn die gezielte Behandlung gegen die gebietsfremden invasiven Arten im Rahmen eines von der öffentlichen Behörde durchgeführten oder auferlegten Bekämpfungsplans und immer nur als letztes Mittel angewandt wird."

**Art. 8** - In Artikel 50 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2015, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Die Dünge- und Pflanzenschutzmittel sind auf den in Absatz 1 erwähnten Pufferstreifen untersagt, mit Ausnahme einerseits der gezielten Behandlung durch Sprühgeräte mit Zerstäuberlanze oder Rückenspritze gegen *Cirsium arvense*, *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius*, und andererseits wenn die gezielte Behandlung gegen die gebietsfremden invasiven Arten im Rahmen eines von der öffentlichen Behörde durchgeführten oder auferlegten Bekämpfungsplans und immer nur als letztes Mittel angewandt wird."

**Art. 9** - In Artikel 57 desselben Erlasses wird Paragraph 2 durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Wenn die Zahlstelle von einer Konstruktion Kenntnis hat, die darauf abzielt, künstlich Voraussetzungen zu schaffen, um die Umverteilungsprämie erhalten zu können, einschließlich der Aufteilung eines Betriebs, führt sie die spezifische Anwendung der Umgehungsklausel nach Artikel 41 § 7 der Verordnung Nr. 1307/2013 und nach Artikel 62 aus."

**Art. 10** - Artikel 58 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"1° einen Master als Bioingenieur in Agrarwissenschaften, einen Master als Industrieingenieur in Agronomie Orientierung Landwirtschaft, einen Bachelor in Agrarwissenschaften, einen Bachelor in einer agrarwissenschaftlichen Fachrichtung oder ein gleichwertiges Diplom, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird;"

*KAPITEL II - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe*

**Art. 11** - In Artikel 25 § 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe werden die Wörter "mal 4" durch die Wörter "mal 10" ersetzt.

*KAPITEL III - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte*

**Art. 12** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"1° In der Reihe stehende Bäume:

ein mit einheimischen Bäumen beplanter, mindestens zehn Meter langer ununterbrochener Abschnitt, einschließlich der maximalen Abstände von vier Metern zwischen den Bestandteilen der Hecke, mit einer maximalen Breite von 10 Metern an der Basis;"

2° Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"2° Einheimischer Baum: jeder Baum mit einer Baumkrone von mindestens 4 Metern, außer wenn der Baum geschnitten wurde, der im Sinne des Anhangs 1 des ministeriellen Erlasses vom 8. September 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 zur Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen als einheimisch angesehen wird;"

3° es wird eine Ziffer 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2°/1 Alleinstehender Baum: jeder einheimisch Baum, mit Ausnahme der in Gruppen oder Reihen stehenden Bäume;"

4° es wird eine Ziffer 2/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2°/2 In Gruppen stehenden Haine und Bäume: die in Gruppen stehenden Haine und Bäume, deren Baumkronen sich überlagern und ein geschlossenes Kronendach bilden und die aus größtenteils einheimischen holzartigen Pflanzen, entweder Bäume oder Sträucher, bestehen, die mehr als zehn Meter breit sind und eine Fläche von einem bis dreißig Ar bedecken;"

5° Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"7° Graben: eine natürliche Senke oder ausgehobene Senke mit einer Breite von höchstens 2 Metern, die für das Abfließen von Wasser bestimmt ist, mit Ausnahme der Elemente, deren Struktur aus Beton besteht;"

6° Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt:

"8° Einheimische Hecke: ein mit einheimischen Bäumen oder Sträuchern beplanter, mindestens zehn Meter langer ununterbrochener Abschnitt, einschließlich der maximalen Abstände von vier Metern zwischen den Bestandteilen der Hecke, mit einer maximalen Breite von zehn Metern an der Basis;"

7° Ziffer 9 wird durch Folgendes ersetzt:

9° Tümpel: der Tümpel mit einer Mindestfläche freien Wassers von fünfundzwanzig Quadratmetern zwischen dem 1. November und dem 31. Mai einschließlich, mit einer Höchstfläche von zehn Ar mit Ausnahme der Beton- oder Kunststoffbehälter;“;

8° es wird eine Ziffer 11/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

11°/1 Landschaftsmerkmale: die Landschaft strukturierende Elemente, worunter Hecken, Tümpel, Gräben, Baumreihen, -gruppen oder alleinstehende Bäume, Haine, Hänge und Feldränder;“.

**Art. 13** - Artikel 19 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 3 Ziffer 2 werden die Wörter "einen Teich" gestrichen;

2° in Paragraph 2 werden die Wörter "und festen Landschaftselementen wie die Böschungen, die Gräben, die Teiche und die Tümpel" gestrichen.

*KAPITEL IV - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über  
Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen*

**Art. 14** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt:

8° Grundanforderungen der Verpflichtungen: die Gesamtheit der in Anwendung von Titel VI Kapitel I der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 festgelegten obligatorischen Normen, der einschlägigen Kriterien in Anwendung von Artikel 4 § 1 Buchstabe c) unter ii der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013, so wie diese durch die Artikel 8 bis 8/2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 ausgeführt wird, der Mindestanforderungen für den Einsatz von Dünge- und Pflanzenschutzmitteln sowie der sonstigen einschlägigen verpflichtenden Anforderungen gemäß dem föderalen und regionalen Recht, so wie sie im Programm zur ländlichen Entwicklung beschrieben werden;“;

b) unter Ziffer 12 wird die Wortfolge "Verordnung Nr. 1307/2014" durch die Wortfolge "Verordnung Nr. 1307/2013" ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "und die Herden" hinter die Wörter "landwirtschaftlichen Flächen" eingefügt;

2° Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 16** - In Artikel 5 § 2 desselben Erlasses werden jedes Mal die Wörter "des Sammelantrags und des Beihilfeantrags" durch die Wörter "des Zahlungsantrags" und jedes Mal die Wörter "für das Jahr der Einreichung" durch die Wörter "für das Zahlungsjahr" ersetzt.

**Art. 17** - In Artikel 6 § 1 Absatz 3 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Ziffer 4 wird durch die Wörter "des Jahres, das auf den Beihilfeantrag folgt" ergänzt;

3° Ziffer 5 wird durch die Wörter "für den 1. Januar des Jahres, das auf den Beihilfeantrag folgt" ergänzt.

**Art. 18** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden in Absatz 1 die Wörter "des Beihilfeantrags und" und in Absatz 2 die Wörter "seines Beihilfeantrags und" gestrichen.

**Art. 19** - Artikel 9 § 1 desselben Erlasses wird durch die Ziffern 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

6° auf dem Gebiet der wallonischen Region landwirtschaftliche Flächen bewirtschaftet, für die er Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen beantragt;

7° seinen Beihilfeantrag innerhalb der in Artikel 6 § 1 festgelegten Frist eingereicht.“.

**Art. 20** - In Artikel 11 desselben Erlasses wird Absatz 2 außer Kraft gesetzt.

**Art. 21** - In Artikel 16 desselben Erlasses wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

1° jeder jährliche Teilbetrag wird gemäß Artikel 75 der Verordnung Nr. 1306/2013 gezahlt;“.

**Art. 22** - In Kapitel VIII desselben Erlasses wird der Titel des Abschnittes 1 durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 1 - Betriebsübertragung oder Übertragung von durch eine Verpflichtung gedeckten landwirtschaftlichen Flächen“.

**Art. 23** - In Artikel 18 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 werden die Wörter "dieser Verpflichtung" durch die Wörter "seiner Verpflichtung" ersetzt;

2° Paragraph 4 wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 24** - In Artikel 19 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "in dem Jahr der Einreichung des Umwandlungsantrags" durch die Wörter "in dem Jahr, das auf das Jahr der Einreichung des Umwandlungsantrags folgt," ersetzt.

**Art. 25** - Artikel 20 Absatz 3 desselben Erlasses wird durch die Wörter "für die restliche Laufzeit der ursprünglichen Verpflichtung" ergänzt.

**Art. 26** - In Artikel 21 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird wie folgt abgeändert:

a) In Absatz 1 werden die Wörter "Länge, Anzahl Elemente oder Tiere" zwischen die Wörter "einbezogene Fläche" und "innerhalb eines Betriebs" eingefügt;

b) in Absatz 2 werden die Wörter ", Längen, Elemente oder Tiere" zwischen die Wörter "zusätzliche Flächen" und "ist nur möglich" eingefügt;

c) in Absatz 2 wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

3° eine Fläche, Länge, Anzahl Elemente oder Tiere betrifft, die höchstens fünfzig Prozent derjenigen der ursprünglichen Verpflichtung entspricht;“

d) Absatz 2 wird durch eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

4° mit einer Anpassung des Expertengutachtens ergänzt wird, wenn er eine gezielte Methode betrifft.“;

5° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“Zur Anwendung von Absatz 2 Ziffer 3 entspricht eine Fläche, eine Länge, eine Anzahl Elemente oder Tiere höchstens fünfzig Prozent derjenigen der ursprünglichen Verpflichtung, wenn die gesamten Flächen, Längen, Elemente oder Tiere, die Gegenstand des Ausdehnungsantrags sind, zzgl. der gesamten Flächen, Längen, Elemente oder Tiere, die vorher Gegenstand eines Ausdehnungsantrags im Laufe desselben Verpflichtungszeitraums gewesen sind, höchstens fünfzig Prozent der gesamten Fläche, Länge, Elemente oder Tiere, die ursprünglich in dem Beihilfeantrag Gegenstand einer Verpflichtung war, entsprechen.“;

2° Paragraph 2 Absatz 4 wird wie folgt abgeändert:

- a) die Wörter "für die neue Methode oder Untermethode" werden gestrichen;
- b) die Wörter "im Jahre, in dem der Umwandlungsantrag eingereicht worden ist" werden durch die Wörter "im Jahre, das auf die Einreichung des Umwandlungsantrags folgt" ersetzt.

**Art. 27** - In denselben Erlass wird ein Artikel 22/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 22/1 - Der Landwirt kann einen neuen Beihilfeantrag für einen agrarökologischen Aktionsplan einreichen, auch wenn er sich bereits auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses für fünf Jahre verpflichtet hat. Mit dem neuen Beihilfeantrag beginnt eine neue Verpflichtung für fünf Jahre, die die bereits bestehende Verpflichtung ersetzt."

**Art. 28** - In Artikel 23 desselben Erlasses werden die Wörter "wenn er sich für eine nicht gezielte Methode verpflichtet hat" durch die Wörter "in dem die verschiedenen, vom Minister verabschiedeten Informationen angeführt werden, die für die Kontrolle der Verpflichtung nützlich sind" ersetzt.

**Art. 29** - Artikel 28 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "du caractère persistant" durch die Wörter "de la durée" ersetzt;

2° Paragraph 3 wird wie folgt abgeändert:

- a) es wird eine Ziffer 4/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:  
"4°/1 Stufe 5: Streichung der jährlichen Zahlung für die betreffende Parzelle und Rückforderung der seit Beginn der Verpflichtung für die Parzelle gezahlten Beträge;"
- b) in Ziffer 5 werden die Wörter "Stufe 5" durch die Wörter "Stufe 6" ersetzt;
- c) in Ziffer 6 werden die Wörter "Stufe 6" durch die Wörter "Stufe 7" ersetzt;
- d) in Ziffer 7 werden die Wörter "Stufe 7" durch die Wörter "Stufe 8" ersetzt;

3° in Paragraph 4 Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "de la persistance" durch die Wörter "de la durée" ersetzt;

3° in Paragraph 6 wird in Absatz 1 das Wort "angetroffene" zwischen die Wörter "höchste" und "Ausmaß" eingefügt.

**Art. 30** - In Artikel 30 desselben Erlasses werden die Wörter "den Landwirten" durch die Wörter "den natürlichen oder juristischen Personen" ersetzt.

**Art. 31** - Artikel 33 Absatz 2 desselben Erlasses wird durch eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° Zahlungsanträge, die die in Artikel 3 Ziffer 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 angegebenen agrarökologischen Aktionspläne betreffen, wenn die Verpflichtung vor dem 1. Januar 2014 eingegangen worden ist."

**Art. 32** - In denselben Erlass wird ein Artikel 34/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 34/1 - In Abweichung von Artikel 6 § 1 können die Beihilfeempfänger, die im Jahr 2016 einen Beihilfeantrag für eine Verpflichtung einreichen möchten, die nach dem 1. September 2016 für ein als Natura 2000-Gebiet bezeichnetes Gebiet eingegangen wurde, ihren Beihilfeantrag spätestens bis zum 31. Dezember 2016 einreichen."

*KAPITEL V - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft*

**Art. 33** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt:

"8° Grundanforderungen der Verpflichtungen: die Gesamtheit der in Anwendung von Titel VI Kapitel I der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 festgelegten obligatorischen Normen, der einschlägigen Kriterien in Anwendung von Artikel 4 § 1 Buchstabe c) unter ii der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013, so wie diese durch die Artikel 8 bis 8/2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 ausgeführt wird, der Mindestanforderungen für den Einsatz von Dünge- und Pflanzenschutzmitteln sowie der sonstigen einschlägigen verpflichtenden Anforderungen gemäß dem föderalen und regionalen Recht, so wie sie im Programm zur ländlichen Entwicklung beschrieben werden;"

b) Ziffer 21 wird durch Folgendes ersetzt:

"21° territoriale Dienststelle: dezentralisierte Dienststelle der Abteilung Landwirtschaft der Verwaltung;"

**Art. 34** - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 Absatz 1 wird durch folgenden Satz ergänzt:

"Wenn der Beihilfeantrag über ein vom Landwirt einer bescheinigenden Stelle erteiltes Mandat eingereicht wird, kann Letztere der Verwaltung den Beihilfeantrag gleichzeitig mit der Datenübertragung übermitteln;"

2° in Paragraph 1 Absatz 3 Ziffer 4 werden die Wörter "alle Schritte zu unternehmen, um spätestens am 1. Januar nach der Einreichung des Beihilfeantrags die Eintragung bei einer Kontrolleinrichtung zu erwirken oder den Nachweis seiner Eintragung bei einer Kontrolleinrichtung zu erbringen" durch die Wörter "am 1. Januar des ersten Jahres der Verpflichtung durch eine Kontrolleinrichtung zertifiziert zu sein" ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 4 werden die Wörter "empfangen wurde" durch die Wörter "zulässig ist" ersetzt;

4° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "der Wallonischen Regierung" zwischen die Wörter "gemäß Artikeln 2 und 3 des Erlasses" und die Wörter "vom 12. Februar 2015" eingefügt;

5° in Paragraph 3 werden die Wörter "bei der Unregelmäßigkeiten festgestellt worden sind" gestrichen.

**Art. 35** - In Artikel 7 Absatz 1 desselben Erlasses wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° spätestens am 1. Januar des Jahres nach demjenigen des Beihilfeantrags eine Kontrolleinrichtung über seine Tätigkeit informiert und die Flächen, für die die Beihilfe beantragt wird, dem Kontrollsystem unterzogen haben;"

**Art. 36** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden die Absätze 3 und 4 durch Folgendes ersetzt:

"Für die Flächen, für die die Natura 2000-Entscheidungen im Zusammenhang mit einer Bewirtschaftungseinheit "prioritäre offene Lebensräume", "extensive Streifen", "unter Schutz gestellte Gebiete" und "öffentlich verwaltete Gebiete" im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen bezogen werden, wird keine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft gewährt."

Für die Flächen, für die die Natura 2000-Entschädigung gemäß den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur vorgesehenen Bestimmungen für die auf den biologischen Landbau umgestellten "Verbindungswiesen" bezogen werden, kann die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft gewährt werden."

**Art. 37** - In denselben Erlass wird ein Artikel 11/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 11/1 - Im Falle einer Benutzung von Saatgut oder vegetativem Vermehrungsmaterial aus der biologischen Landwirtschaft wird vom Minister gemäß dem wallonischen Programms zur ländlichen Entwicklung eine Erhöhung des Betrags der Beihilfe angewandt und festgelegt."

**Art. 38** - In Artikel 13 Absatz 3 erster Satz desselben Erlasses werden die Wörter "im Laufe der Verpflichtung" durch die Wörter "bei der laufenden Verpflichtung" ersetzt.

**Art. 39** - In Artikel 17 desselben Erlasses wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° jeder jährliche Teilbetrag wird gemäß Artikel 75 der Verordnung Nr. 1306/2013 gezahlt;"

**Art. 40** - In Artikel 18 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Sind die Mittel nicht ausreichend, so kann der Minister beschließen, dass die für die neu eingegangenen Verpflichtungen gewährten Beträge herabgesetzt werden;"

2° in Absatz 3, der zum Absatz 4 wird, werden die Wörter "von Absatz 2" durch die Wörter "von den Absätzen 2 oder 3" ersetzt.

**Art. 41** - In Artikel 19 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter "nach Artikel 27" durch die Wörter "gemäß Artikel 27" ersetzt;

2° in Paragraph 3 wird Absatz 3 außer Kraft gesetzt;

3° Paragraph 4 wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 42** - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Absatz 2 wird durch eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° eine Fläche betrifft, die höchstens fünfzig Prozent der ursprünglichen Fläche entspricht;"

b) ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Zur Anwendung von Absatz 2 Ziffer 3 entspricht eine Fläche höchstens fünfzig Prozent der ursprünglichen Fläche, wenn die Gesamtflächen, die Gegenstand des Ausdehnungsantrags sind, zzgl. der Gesamtflächen, die vorher Gegenstand eines Ausdehnungsantrags im Laufe desselben Verpflichtungszeitraums gewesen sind, höchstens fünfzig Prozent der Gesamtfläche, die ursprünglich in dem Beihilfeantrag Gegenstand einer Verpflichtung war, entsprechen;"

c) Artikel 20, dessen aktueller Wortlaut den Paragraphen 1 bilden wird, wird durch einen wie folgt verfassten Paragraphen 2 ergänzt:

" § 2. Wenn der Beihilfeempfänger die Fläche seines Betriebs vergrößert oder wenn die in eine Verpflichtung einbezogene Fläche innerhalb eines Betriebs vergrößert wird, ist die Ersetzung der Verpflichtung durch eine neue Verpflichtung unter Einhaltung von Artikel 15 § 1 und § 3 der Verordnung Nr. 807/2014 gestattet.

Die neue Verpflichtung ersetzt die bestehende Verpflichtung, vorausgesetzt, dass der Ersetzungsantrag:

1° die in Artikel 15 § 3 der Verordnung Nr. 807/2014 vorgesehenen Bedingungen beachtet;

2° innerhalb der Fristen und nach den Modalitäten eingereicht wird, die vom Minister festgelegt werden;

3° eine Fläche betrifft, die mehr als fünfzig Prozent der ursprünglichen Fläche beträgt.

Zur Anwendung von Absatz 2 Ziffer 3 beträgt eine Fläche mehr als fünfzig Prozent der ursprünglichen Fläche, wenn die Gesamtflächen, die Gegenstand der vom Ersetzungsantrag betroffenen Erhöhung sind, zzgl. der Gesamtflächen, die vorher Gegenstand eines Ausdehnungsantrags im Laufe desselben Verpflichtungszeitraums gewesen sind, höher sind als fünfzig Prozent der Gesamtfläche, die ursprünglich in dem Beihilfeantrag Gegenstand einer Verpflichtung war.

Im Falle einer Genehmigung beginnt eine neue fünfjährige Verpflichtung im Jahr, in dem der Ersetzungsantrag eingereicht worden ist, und es wird keine Erstattung der für die vorangegangenen Zeiträume erfolgten Zahlungen gefordert."

**Art. 43** - In Artikel 22 desselben Erlasses wird Paragraph 3 durch Folgendes ersetzt:

" § 3. Die Zahlstelle nimmt ebenfalls die notwendigen Revisionen der laufenden Verpflichtungen vor, um eine doppelte Finanzierung der in Artikel 43 der Verordnung Nr. 1307/2013 genannten Methoden zu vermeiden, falls diese Methoden geändert werden und im Falle der Verabschiedung einer neuen europäischen Rechtsvorschrift über die biologische Landwirtschaft, um sie mit den neuen geltenden Bestimmungen in Übereinstimmung zu bringen."

#### KAPITEL VI - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor

**Art. 44** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° es wird eine Ziffer 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"6°/1 Datum der Niederlassung durch Ausbau: das Datum der ersten Eintragung als hauptberuflicher Landwirt in das InVeKoS-System, das dem Datum der Anmeldung bei der Sozialversicherungskasse als hauptberuflicher Landwirt entspricht;"

2° Ziffer 9 wird durch die Wörter "oder die landwirtschaftliche Berufserfahrung als Landarbeiter oder landwirtschaftlicher Lohnempfänger in einem landwirtschaftlichen Betrieb" ergänzt.

**Art. 45** - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Artikel 9 ist jedoch nicht auf die Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") und auf die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") anwendbar."

**Art. 46** - In Kapitel II Abschnitt 2 desselben Erlasses wird ein Artikel 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 3/1 - Jedes auf elektronischem Weg übermittelte Dokument hat denselben Wert wie ein Dokument in Papierform, wenn es über das Portal "PAC-ON-WEB" übermittelt wird."

**Art. 47** - In Kapitel II Abschnitt 2 desselben Erlasses wird ein Artikel 3/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 3/2 - Der Beihilfeantrag kann von einem Bevollmächtigten ausgefüllt werden, der eine schriftliche Vollmacht vorweisen kann, aufgrund deren er handelt.”.

**Art. 48** - In Artikel 6 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter “durch Übernahme und durch Betriebsgründung” durch die Wörter “durch Übernahme, Betriebsgründung und Ausbau” ersetzt.

**Art. 49** - In Kapitel II Abschnitt 3 desselben Erlasses wird ein Artikel 10/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 10/1 - Einem im Bereich der Geflügel- der Schweineproduktion der Klasse 1 im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung tätigen Betrieb wird keine durch den vorliegenden Erlass organisierte Beihilfe gewährt.”.

**Art. 50** - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Ziffer 7 werden die Wörter “eines Mindestzeitraums von acht Jahren” durch die Wörter “eines Mindestzeitraums von drei Jahren” ersetzt;

2° in Absatz 3 werden die Wörter “fünf Jahre ab dem Datum der letzten Zahlung der Beihilfe an den Empfänger” gestrichen;

3° Absatz 3 Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“1° einer Mindestdauer von drei Jahren ab dem Beschluss zur Gewährung der Beihilfe für die Niederlassungsbeihilfen;”;

Ziffer 4 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Betreffend den Absatz 1 Ziffer 7 bestimmt der Minister die Bedingungen, die von einem Junglandwirt, der nicht alleiniger Betriebsleiter ist, zu erfüllen sind, damit er als Betriebsleiter betrachtet werden kann, der die tatsächliche Kontrolle ausübt.”.

**Art. 51** - In demselben Erlass wird der Titel des Kapitels III durch Folgendes ersetzt:

“KAPITEL III - Beihilfen für die Niederlassung durch Übernahme, Betriebsgründung und Ausbau”.

**Art. 52** - In den Artikel 15 § 1 Absatz 1, 16 Absatz 1 Ziffern 3 und 4, 27 § 1 Absätze 1 und 2, 28 Absatz 1, 65 § 3 Absätze 1 und 2 desselben Erlasses werden die Wörter “durch Übernahme oder durch Betriebsgründung” jedes Mal durch die Wörter “durch Übernahme, Betriebsgründung oder Ausbau” ersetzt.

**Art. 53** - In Artikel 15 § 1 Ziffer 2 desselben Erlasses werden die Wörter “spätestens zwölf Monate” durch die Wörter “spätestens vierundzwanzig Monate” ersetzt.

**Art. 54** - In demselben Erlass, Kapitel III, wird der Titel des Abschnittes 2 durch Folgendes ersetzt:

“Abschnitt 2 - Beihilfefähigkeit der Niederlassung durch Übernahme, Betriebsgründung und Ausbau”

**Art. 55** - In Artikel 17 § 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden die Wörter “ein Register der Anteile,” gestrichen;

b) ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Die juristische Person belegt die Übernahme anhand des Registers der Anteile zusätzlich zu der in Absatz 1 erwähnten Übereinkommenvereinbarung oder beglaubigten Urkunde.”;

c) in Absatz 2, der zum Absatz 3 wird, werden die Wörter “Mindestdauer von 8 Jahren” durch die Wörter “Mindestdauer von drei Jahren” ersetzt.

**Art. 56** - In Artikel 18 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter “Mindestdauer von 8 Jahren” durch die Wörter “Mindestdauer von drei Jahren ab dem Beschluss zur Gewährung der Beihilfe” ersetzt.

**Art. 57** - In Kapitel III Abschnitt 2 desselben Erlasses wird ein Artikel 18/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 18/1 - § 1. Die Niederlassung durch Ausbau entspricht der Niederlassung eines Junglandwirtes in einem Betrieb mit dem Ziel, diesen im Anschluss an seine erste Anmeldung bei einer Sozialversicherungskasse als hauptberuflicher Landwirt auszubauen.

Wenn der Betrieb teilweise einer anderen Person als dem Junglandwirt gehört, wird die Niederlassung durch Ausbau anhand einer eingetragenen Übereinkommenvereinbarung oder einer beglaubigten Urkunde nachgewiesen, wobei dieses Dokument:

1° die Modalitäten und die Bestandsaufnahme der Übernahme beinhaltet;

2° von den jeweiligen Parteien spätestens am Tag der Anmeldung des Junglandwirtes bei einer Sozialversicherungskasse als hauptberuflicher Landwirt datiert und unterzeichnet wird.

Die juristische Person belegt die Übernahme anhand des Registers der Anteile zusätzlich zu der in Absatz 1 erwähnten Übereinkommenvereinbarung oder beglaubigten Unterlage.

Der Junglandwirt übt während einer Mindestdauer von drei Jahren ab dem Beschluss zur Gewährung der Beihilfe eine tatsächliche Kontrolle über den Betrieb aus.

Der Minister bestimmt die Bedingungen, die von einem Junglandwirt, der nicht alleiniger Betriebsleiter ist, zu erfüllen sind, damit er als Betriebsleiter betrachtet werden kann, der die tatsächliche Kontrolle ausübt.

§ 2. Entspricht die Übereinkommenvereinbarung oder die beglaubigte Urkunde nicht den in Paragraph 1 angeführten Bedingungen, dann wird die Beihilfe für den Ausbau nicht von der Zahlstelle berücksichtigt.”

**Art. 58** - In Artikel 19 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juni 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 werden die Wörter “als hauptberuflich tätiger selbstständiger Landwirt” gestrichen;

b) in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4 werden die Wörter “Mindestdauer von 8 Jahren” durch die Wörter “Mindestdauer von drei Jahren” ersetzt;

c) Paragraph 1 wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Betreffend den Absatz 1 Ziffer 2 übermittelt der Landwirt, falls er die Beiträge vermutlich nicht ordnungsgemäß gezahlt hat, der Zahlstelle eine Abschrift des von ihm eingereichten Antrags auf Freistellung vom Sozialbeitrag.

Betreffend den Absatz 1 Ziffer 4 bestimmt der Minister die Bedingungen, die von einem Junglandwirt, der nicht alleiniger Betriebsleiter ist, zu erfüllen sind, damit er als Betriebsleiter betrachtet werden kann, der die tatsächliche Kontrolle ausübt.”;

d) in Paragraph 2 Ziffer 3 werden die Wörter “des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft” durch die Wörter “des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft oder gegebenenfalls mit den Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juni 2016 über die Ausbildung in Bienenzucht” ersetzt.



**Art. 59** - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Absätze 1 und 2 werden außer Kraft gesetzt;

2° in Absatz 3, der zum Absatz 1 wird, werden in Ziffer 1 die Wörter "oder eines Ausbaus" zwischen die Wörter "im Falle einer Betriebsgründung" und das Wort "verpflichtet" eingefügt;

3° in Absatz 3, der zum Absatz 1 wird, werden in Ziffer 2 die Wörter "der im Antragsjahr" durch die Wörter "der in dem Jahr, das auf das Antragsjahr folgt," ersetzt.

**Art. 60** - In Artikel 24 desselben Erlasses wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Die praktische Erfahrung kann bis zu höchstens fünf Jahren bestätigt werden."

**Art. 61** - In Artikel 27 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses werden in dem ersten Satz die Wörter "oder den Ausbau" zwischen die Wörter "vier Teilbeträgen für die Betriebsgründung" und das Wort "ausgezahlt" eingefügt.

**Art. 62** - In Artikel 32 § 1. desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "innerhalb von zwölf Monaten, die auf das Datum der Auswahl der Akte folgen", durch die Wörter "innerhalb von zwölf Monaten, die auf das Datum der Auswahl der Akte folgen" ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Das Datum der Auswahl der Akte entspricht dem Datum der Zustellung durch die Zahlstelle des Beschlusses zur Auswahl der Akte."

**Art. 63** - In Artikel 33 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird Ziffer 4 durch folgenden Wortlaut ersetzt: "4° als Selbstständiger bei einer Sozialversicherungskasse angemeldet sein und ordnungsgemäß Beiträge gezahlt haben. Falls der Landwirt, ob nebenberuflich oder hauptberuflich, die Beiträge vermutlich nicht ordnungsgemäß gezahlt hat, übermittelt er der Zahlstelle eine Abschrift des von ihm eingereichten Antrags auf Freistellung vom Sozialbeitrag";

2° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die praktische Erfahrung als Landwirt oder Helfer oder mithelfender Ehepartner wird durch die Versicherungszeiten bei einer Sozialversicherungskasse nachgewiesen. Die praktische Erfahrung als Landarbeiter oder landwirtschaftlicher Lohnempfänger wird durch einen Arbeitsvertrag nachgewiesen;"

3° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

"Die beim Ausschuss für die Niederlassung im Rahmen einer Niederlassungsbeihilfe nachgewiesene praktische Erfahrung gilt ebenfalls im Rahmen einer Investitionsbeihilfe;"

4° der zum Absatz 5 gewordene Absatz 4 wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 64** - Artikel 36 § 2 Absatz 3 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Unter den beihilfefähigen Partnern des "Erzeuger"-Typs, die sich aus einem Partner des Genossenschafts-Typs "CUMA" oder "SCTC" zusammensetzen, werden die Unterschrift und die Dokumente, durch die die in Artikel 33 Absatz 1 Ziffern 1 bis 4 erwähnten Bedingungen überprüft werden können, nur für folgende Partner gefordert:

1° die Mehrheit der Partner des "Erzeuger"-Typs, wenn sich die Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") oder die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") aus weniger als zehn Partnern des "Erzeuger"-Typs zusammensetzt;

2° sechs Partner des "Erzeuger"-Typs, wenn sich die "CUMA" oder die "SCTC" aus mindestens zehn Partnern des "Erzeuger"-Typs zusammensetzt."

**Art. 65** - In Artikel 37 desselben Erlasses wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° aus Partnern bestehen, die höchstens Mitglieder von einerseits zwei "CUMA" mit der gemeinsamen Nutzung von Maschinen als Gesellschaftszweck und andererseits von einer "CUMA" pro Produktionssektor mit der gemeinsamen Nutzung von für diesen Sektor spezifischen Maschinen als Gesellschaftszweck sind;"

**Art. 66** - In Artikel 38 Ziffer 5 desselben Erlasses werden in der französischen Fassung die Wörter "transformé et commercialisés" durch die Wörter "transformés et commercialisés" ersetzt.

**Art. 67** - In Artikel 48 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Kapitel VI" durch die Wörter "Kapitel IV" ersetzt.

**Art. 68** - Artikel 54 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn zusätzliche Unterlagen oder Auskünfte erforderlich sind, um die Zahlung der Beihilfe vorzunehmen, wird die Bearbeitung der Akte durch die Forderung von zusätzlichen Auskünften ausgesetzt. Wenn die Zahlstelle die Unterlagen nicht innerhalb von sechzig Tagen nach der Forderung von zusätzlichen Auskünften erhält, kann der Antrag auf die Beihilfe abgelehnt werden."

**Art. 69** - In Artikel 58 desselben Erlasses wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Landwirt, der die Mindestpunktzahl für die gesamten Auswahlkriterien erzielt, hat Anrecht auf die in den Artikeln 49 und 50 erwähnten zusätzlichen Beihilfen.

Für jede der in den Artikeln 49 und 50 erwähnten zusätzlichen Beihilfen bestimmt der Minister die Mindestpunktzahl, die Auswahlmethode und die Auswahlkriterien und holt zu diesem Zweck im Rahmen der Umsetzung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung die Zustimmung des Begleitausschusses ein.

Die Kriterien dienen zur Auswahl der Projekte, die Gegenstand des Beihilfeantrags sind. Die Bewertung der ausgewählten Projekte bestimmt den Prozentsatz der Investitionsbeihilfe."

**Art. 70** - In Artikel 65 § 1 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Das Investitionsprojekt erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Kapitel IV sowie den kraft dieses Kapitels getroffenen Bestimmungen."

**Art. 71** - Artikel 78 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 78 - Im Rahmen der Niederlassungsbeihilfe erfüllt der Junglandwirt die in Artikel 19 § 1 genannten Bedingungen während eines Zeitraums von drei Jahren nach dem Beschluss zur Gewährung der Beihilfe."

**Art. 72** - In Artikel 83 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung werden jedes Mal die Wörter "le CUMA" durch die Wörter "la CUMA" ersetzt;

2° die Wörter "le SCTC" werden durch die Wörter "la SCTC" ersetzt.

**Art. 73** - In Artikel 84 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter „, und ein Achtel im Falle der Niederlassungsbeihilfe“ durch Folgendes ersetzt: «. Für die Niederlassungsbeihilfen wird die Regelung zur Kürzung der Beihilfen oder zum Ausschluss von diesen Beihilfen wie folgt in drei Stufen unterteilt:

- 1° Stufe 1: ein Sechstel der gesamten betroffenen Beihilfen;
- 2° Stufe 2: ein Viertel der gesamten betroffenen Beihilfen;
- 3° Stufe 3: ein Drittel der betroffenen Beihilfen.

Der Minister ist befugt, eine Tabelle der Kürzungen auf der Grundlage der Verstöße festzulegen.“.

**Art. 74** - In Artikel 92 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch Folgendes ergänzt:

“Ein Antragsteller, der alleinerziehendes Familienoberhaupt ist, der von den Fällen höherer Gewalt oder den außergewöhnlichen Umständen des Artikels 91 Ziffern 1 und 2 betroffen ist und der den Betrieb eines Beihilfeempfängers übernimmt, dessen Verwandter bis zum zweiten Grad er ist, wird von der Pflicht befreit, die in Artikel 19 § 2 Absatz 1 Ziffern 2 und 3 vorgesehenen Anforderungen zu erfüllen, um eine Beihilfe zu erhalten.“.

**Art. 75** - In denselben Erlass wird ein Artikel 100/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 100/1 - Unbeschadet der sonstigen Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind die Landwirte, die unter Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor Beihilfen für die Investitionen in der Landwirtschaft erhalten haben, beihilfefähig für die nach dem 1. Oktober 2015 eingereichten Beihilfeanträge.“.

**Art. 76** - Artikel 101 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 101 - § 1. Für die Personen, die vor dem Inkrafttreten des Erlasses vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor unter Anwendung der Artikel 22 bis 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor einen Antrag auf Beihilfe für die Niederlassung eingereicht haben, kann diese Beihilfe gewährt, wenn die Zulässigkeit des Antrags innerhalb der in Artikel 22 § 3 Absatz 2 desselben Erlasses vorgesehenen Frist zugestellt worden ist.

Den Personen, denen im Rahmen der ersten Phase für eine Niederlassung unter Anwendung der Artikel 22 bis 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor und der Artikel 22 bis 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft eine Beihilfe gewährt wurde, kann eine Beihilfe für eine zweite Phase gemäß den Artikeln 22 bis 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor und den Artikeln 22 bis 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft gewährt werden, insofern die Investition in Verbindung mit dieser zweiten Phase vor dem 31. Dezember 2016 durchgeführt wird.

§ 2. Die in Paragraph 1 erwähnten Niederlassungsbeihilfen werden in der Form einer Kapitalisierung einer Zinssubvention, die während sieben Jahren bis zu einem Höchstbetrag von 30.000 Euro gewährt wird, überwiesen.“.

*KAPITEL VII - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen*

**Art. 77** - In Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt;

2° in Absatz 3 werden die Wörter “Wenn der Beweis der Mitgliedschaft sich als unzureichend erweist, um die Erfüllung der in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Bedingung zu belegen“ durch die Wörter “Um zu überprüfen, dass die Tätigkeit effektiv hauptberuflich ausgeübt wird“ ersetzt.

3° in Absatz 3 wird das Wort “ergänzenden“ gestrichen.

**Art. 78** - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 3 Absatz 1 Ziffer 1 werden die Wörter “in der Eigenschaft eines Landwirts, eines Gärtners oder Züchters“ gestrichen;

2° in Paragraph 3 Absatz 1 wird Ziffer 2 außer Kraft gesetzt;

3° in Paragraph 3 wird Absatz 2 außer Kraft gesetzt;

4° in Paragraph 4 wird das Wort “fügt“ durch das Wort “erfüllt“ ersetzt und werden die Wörter “dem Antrag die in Paragraph 3 genannte Bescheinigung der Mitgliedschaft bei. Wenn der Erzeuger eine juristische Person ist, fügt einer der geschäftsführenden Verwalter, Geschäftsführer oder geschäftsführenden Gesellschafter, der für die Verwaltung des Betriebs verantwortlich ist, dem Antrag die in Paragraph 3 genannte Bescheinigung der Mitgliedschaft bei“ durch die Wörter “die Beihilfebedingungen“ ersetzt.

5° in Paragraph 5 werden die Absätze 1 und 2 außer Kraft gesetzt;

6° in Paragraph 5 Absatz 3 werden die Wörter “In den in Absatz 1 und 2 genannten Fällen“ durch das Wort “Es“ ersetzt.

*KAPITEL VIII - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe*

**Art. 79** - In Artikel 3 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe wird Ziffer 3 durch folgenden Wortlaut ergänzt: “, außer wenn dieser nur im Rahmen einer Vertretungsfunktion bekannt ist.“.

**Art. 80** - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Wenn bestimmte Elemente erkennen lassen, dass die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen nicht erfüllt sind, nimmt die Zahlstelle eine Kontrolle vor Ort vor.“.

KAPITEL IX - *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft*

**Art. 81** - In Artikel 4 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft werden die Wörter "Grundausbildung im Bereich der Agrarwirtschaft oder der Betriebsführung" durch die Wörter "Kurse im Bereich der Agrartechnik oder der Kurse in den Bereichen Betriebsführung und Agrarwirtschaft" ersetzt.

**Art. 82** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 werden die Wörter "außerhalb der in Paragraph 3 erwähnten Abweichung" zwischen die Wörter "Ergebnisse der Prüfung" und "zu validieren" eingefügt.

2° Artikel 8 wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 3. In Abweichung von Paragraph 1 müssen die Personen, die bereits über ein Diplom des Hochschul- oder Universitätsunterrichts in einer nicht agrarwissenschaftlichen Fachrichtung oder ein gleichwertiges Diplom, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder aufgrund einer anderen innerstaatlichen Rechtsvorschrift anerkannt wird, lediglich die Prüfung ablegen, ohne an der Ausbildung teilnehmen zu müssen.

Wenn diese Prüfung maximal zweimal nicht erfolgreich abgeschlossen wird, dürfen diese Personen die Prüfung nur dann erneut ablegen, wenn sie die in Paragraph 1 erwähnten Bedingungen erfüllen."

**Art. 83** - Artikel 10 Absatz 1 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° der Inhaber der nach Abschluss der Kurse in den Bereichen Betriebsführung und Agrarwirtschaft ausgestellten Bescheinigung oder derjenige, der spätestens vor dem Ende des Praktikantenprogramms über diese Bescheinigung oder ein gleichwertiges Dokument verfügen wird;"

**Art. 84** - In Artikel 12 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "wöchentliche Rhythmus des Praktikantenprogramms" durch die Wörter "die Daten des Praktikantenprogramms" ersetzt.

**Art. 85** - In Artikel 14 desselben Erlasses werden in § 3 Absatz 1 Ziffer 2 die Wörter "mit der Auswahl der Projekte beauftragte Ausschuss" durch das Wort "Sachverständigenausschuss" und in Paragraph 6 Absatz 3 das Wort "Auswahlausschusses" durch das Wort "Sachverständigenausschusses" ersetzt.

**Art. 86** - In Artikel 20 § 3 desselben Erlasses werden die Wörter "des Jahres" zwischen das Wort "Dezember" und die Zahl "2015" eingefügt.

**Art. 87** - In Artikel 23 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Titel 4 Kapitel 2" durch die Wörter "Kapitel II des Titels IV" ersetzt.

**Art. 88** - Artikel 31 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 31 - Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen der Artikel 1, 3 bis 10, 12, 13 und 21 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (ABl. EU, L.193 1. Juli 2014, S. 1)."

KAPITEL X - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2016 zur Einrichtung eines Ausschusses zur Überwachung der Zahlstelle, zur Erläuterung der Ausübung ihrer Zuständigkeiten in Sachen Zwangsbeitreibung, und zur Ermächtigung des Ministers für Landwirtschaft im Hinblick auf die Festlegung des Verfahrens zur Bestimmung und Überwachung von beauftragten Stellen*

**Art. 89** - Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2016 zur Einrichtung eines Ausschusses zur Überwachung der Zahlstelle, zur Erläuterung der Ausübung ihrer Zuständigkeiten in Sachen Zwangsbeitreibung, und zur Ermächtigung des Ministers für Landwirtschaft im Hinblick auf die Festlegung des Verfahrens zur Bestimmung und Überwachung von beauftragten Stellen wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"Die in Artikel D.252 des Gesetzbuches erwähnte zuständige Behörde überträgt dem Minister die anderen Maßnahmen, die ihr durch die europäische Regelung anvertraut werden."

KAPITEL XI - *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Weiterbildungsaktivitäten im Sinne der Artikel D.99 § 2 Ziffer 2 und D.104 Absatz 1 Ziffer 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im land- und forstwirtschaftlichen Bereich*

**Art. 90** - In Artikel 9 Absatz 3 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Weiterbildungsaktivitäten im Sinne der Artikel D.99 § 2 Ziffer 2 und D.104 Absatz 1 Ziffer 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im land- und forstwirtschaftlichen Bereich werden die Wörter "Artikel 9" durch die Wörter "Artikel 8" ersetzt.

**Art. 91** - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 1, 3 bis 10, 12, 13 und 21 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (ABl. EU, L.193, 1. Juli 2014, S. 1)."

KAPITEL XII - *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 92** - Die Artikel 44 Ziffer 1, 48, 51, 52, 54, 57, 59, Ziffer 2 und 61 treten am 1. April 2017 in Kraft.

**Art. 93** - Artikel 74 wird ab dem 1. Oktober 2015 wirksam.

**Art. 94** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Februar 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und  
Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201498]

**2 FEBRUARI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten inzake landbouwsteun**

De Waalse Regering,

Gelet op verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van verordening (EEG) nr. 2092/91;

Gelet op verordening (EG) nr. 889/2008 van de Commissie van 5 september 2008 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten, wat de biologische productie, de etikettering en de controle betreft;

Gelet op verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die verordening;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waals landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.242, D.243, D.245 tot D.248 en D.254, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2014 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2015 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015 betreffende de toekenning van de tegemoetkomingen voor gebieden met natuurlijke beperkingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2015 mei 3 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2016 tot instelling van een Opvolgingscomité voor het betaalorgaan, tot bepaling van de uitoefening van de bevoegdheden ervan inzake dwangschrift, en waarbij de Minister van Landbouw ertoe gemachtigd wordt de aanwijzings- en opvolgingsprocedure van gemachtigde instellingen te bepalen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse landbouwwetboek betreffende de activiteiten van vaste vorming in de zin van de artikelen D. 99, § 2, 2° en D. 104, eerste lid, 1°, van het Waalse Landbouwwetboek in de landbouw- en bosbouwsector;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 september 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 september 2016;

Gelet op het overleg gepleegd op 15 september 2016 tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid en goedgekeurd op 14 oktober 2016;

Gelet op het rapport van 15 september 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 60.435/4 van de Raad van State, gegeven op 12 december 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers*

**Artikel 1.** In artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers worden de woorden "van minstens één are," ingevoegd tussen de woorden "aardoppervlakte" en "aangegeven".

**Art. 2.** In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "aanvragen" ingevoegd tussen het woord "steun" en de woorden "en betalingsaanvragen";

2° het eerste lid, punt 5°, wordt vervangen als volgt :

"5° de tegemoetkomingen voor gebieden met natuurlijke beperkingen;";

3° het eerste lid, punt 9°, wordt vervangen als volgt :

"9° de gekoppelde steun";

4° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "en voor de herverdelingsbetaling".

**Art. 3.** In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

"§ 3. Overeenkomstig artikel 13, § 3, van Verordening nr. 639/2014, verstrekt de natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke of rechtspersonen die wenst aan te tonen dat hij de voorwaarde bedoeld in paragraaf 1 vervult, een bewijsstuk dat de totale inkomsten bevat uit niet-landbouwactiviteiten of een attest verstrekt door een boekhouder.

De natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke of rechtspersonen die wenst aan te tonen dat hij de voorwaarde bedoeld in paragraaf 1, 2°, vervult, verstrekt een bewijsstuk dat de totale inkomsten bevat uit de landbouwactiviteit alsook de totale inkomsten ontvangen tijdens dit belastingjaar of een attest verstrekt door een boekhouder.

De natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke of rechtspersonen die wenst aan te tonen dat hij de voorwaarde bedoeld in paragraaf 1, 3°, vervult, verstrekt ook een attest overhandigd door een boekhouder."

**Art. 4.** In artikel 40, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "en de oppervlakte-elementen niet meer dan 100 m2 bedragen", en de punten 1°, 3°, 5° opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 42, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "zones met struikgewas, bomen, puinophoping" vervangen door de woorden "bosjes, struiken of bomen niet opgenomen in de eisen en normen vermeld in bijlage II bij verordening (EU) nr. 1306/2013, puinophoping".

**Art. 6.** In artikel 47 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 en 17 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de punten 1°, 2°, 3°, 4° en 5° worden vervangen door wat volgt :

1° bomenrijen : bomen in rij in de zin van artikel 45, § 4, eerste lid, c), van verordening nr. 639/2014;

2° alleenstaande boom: de alleenstaande boom in de zin van artikel 45, § 4, eerste lid, b), van verordening nr. 639/2014, alsook de merkwaardige bomen bedoeld in artikel 266 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie;

3° weiderand: weiderand in de zin van artikel 45, § 4, eerste lid, e), van verordening nr. 639/2014;

4° bosjes en bomen in groep: de bomen in groep in de zin van artikel 45, § 4, d), van verordening nr. 639/2014, waarvan de oppervlakte uit houtplanten samengesteld is, hetzij bomen, bosjes of struiken, van meer dan tien meter breed, die een oppervlakte van één tot dertig aren bedekt;

5° haag: ononderbroken stuk inheemse bomen of struiken met een minimumlengte van tien meter, inclusief de afstanden van maximum vier meter tussen de elementen van de haag, en een maximumbreedte van tien meter aan de voet;";

b) punt 7° wordt vervangen als volgt :

"7° gracht: een gracht in de zin van artikel 45, § 4, eerste lid, g), van verordening nr. 639/2014;";

c) punt 8° wordt opgeheven;

d) punt 9° wordt vervangen als volgt :

"9° poel: poel in de zin van artikel 45, § 4, eerste lid, f), van verordening nr. 639/2014 waarvan de minimale oppervlakte van vrij water vanaf 1 november tot en met 31 mei vijftientig m2 bedraagt, met hoogstens tien aren, die kan bestaan uit een vaste plantendeck zonder aanbreng van maximum tien meter breed langs de rand van het water;".

**Art. 7.** In artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“De meststoffen en de gewasbeschermingsmiddelen zijn verboden op de bufferstroken bedoeld in het eerste lid, met uitzondering, enerzijds, van de lokale behandeling met een sproeislang of een rugsproeier op de volgende soorten : *Cirsium arvense*, *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius* en, anderzijds, als het gebruik van de lokale behandeling tegen de invaderende exotische soorten in de lijn ligt van een door de openbare overheid gevoerd of opgelegd strijdplan en altijd in laatste instantie.”

**Art. 8.** In artikel 50 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“De meststoffen en de gewasbeschermingsmiddelen zijn verboden op de bufferstroken bedoeld in het eerste lid, met uitzondering, enerzijds, van de lokale behandeling met een sproeislang of een rugsproeier op de volgende soorten : *Cirsium arvense*, *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius* en, anderzijds, als het gebruik van de lokale behandeling tegen de invaderende exotische soorten in de lijn ligt van een door de openbare overheid gevoerd of opgelegd strijdplan en altijd in laatste instantie.”

**Art. 9.** In artikel 57 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

“ § 2. Wanneer het betaalorgaan kennis heeft van technieken om de herverdelingsbetaling kunstmatig te ontvangen, met inbegrip van een splitsing van een bedrijf, voert het de specifieke toepassing van de omzeilingsclausule, zoals bedoeld in artikel 41, § 7, van Verordening 1307/2013 en in artikel 62 uit.”

**Art. 10.** Artikel 58, § 1, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“1<sup>o</sup> een master bio-ingenieur in landbouwkundige wetenschappen, een master industriële ingenieur in landbouwkunde finaliteit landbouwkunde, een bachelor in landbouwkundige wetenschappen, een bachelor in landbouwkunde of een gelijkwaardig diploma erkend door een andere Lidstaat van de Europese Unie;”

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen*

**Art. 11.** In artikel 25, § 2, 3<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, worden de woorden “vermenigvuldigd met 4” vervangen door de woorden “vermenigvuldigd met 10”.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers*

**Art. 12.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> punt 1<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

“1<sup>o</sup> bomenrijen: ononderbroken stuk inheemse bomen met een minimumlengte van tien meter, inclusief de afstanden van maximum vier meter tussen de elementen, en een maximumbreedte van 10 meter aan de voet;”

2<sup>o</sup> punt 2<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

“2<sup>o</sup> inheemse boom: elke boom met een kruindiameter van minstens vier meter, behalve als er gesnoeid wordt, beschouwd als inheems in de zin van bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 8 september 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen;”

3<sup>o</sup> er wordt een punt 2<sup>o</sup>/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“2<sup>o</sup>/1 alleenstaande boom: elke inheemse boom, met uitzondering van de bomen in groep of in rijen;”

4<sup>o</sup> er wordt een punt 2<sup>o</sup>/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“2<sup>o</sup>/2 bosjes en bomen in groep: bosjes en bomen in groep waarvan de kruinen elkaar overlappen en een schutbos vormen, samengesteld uit voornamelijk inheemse houtplanten, hetzij bomen, bosjes of struiken, van meer dan tien meter breed, die een oppervlakte van één tot tien aren bedekt;”

5<sup>o</sup> punt 7<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

“7<sup>o</sup> de gracht: natuurlijke of aangelegde laagte, van maximaal 2 meter breed en geschikt voor afvoer van water, met uitzondering van de elementen met een betonnen structuur;”

6<sup>o</sup> punt 8<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

“8<sup>o</sup> inheemse haag ononderbroken stuk inheemse bomen of struiken met een minimumlengte van tien meter, inclusief de afstanden van maximum vier meter tussen de elementen van de haag, en een maximumbreedte van tien meter aan de voet;”

7<sup>o</sup> punt 9<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

“9<sup>o</sup> poel: poel waarvan de minimale oppervlakte van vrij water vanaf 1 november tot en met 31 mei vijftwintig m<sup>2</sup> bedraagt, met hoogstens tien aren, met uitzondering van de betonnen en plastic reservoirs;”

8<sup>o</sup> er wordt een punt 11<sup>o</sup>/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“11<sup>o</sup>/1 de topografische bijzonderheden: de elementen die het landschap structureren waaronder de hagen, de poelen, de grachten, de bomen in rijen, in groep of alleenstaand, de bosjes, de taluds en de weideranden

**Art. 13.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in paragraaf 1<sup>er</sup>, derde lid, punt 2<sup>o</sup>, worden de woorden “een vijver,” opgeheven;

2<sup>o</sup> in paragraaf 2, worden de woorden “en van de andere vaste elementen van het landschap, zoals taluds, grachten, vijvers en poelen,” opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015  
betreffende agromilieu- en klimaatsteun;*

**Art. 14.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 8° wordt vervangen als volgt :

“8° de basislijn van de verbintenissen : geheel van de verplichte normen vastgesteld overeenkomstig titel VI, hoofdstuk I, van verordening (EU) nr. 1306/2013, en van de relevante criteria vastgesteld overeenkomstig artikel 4, § 1, punt c), onder ii), van verordening (EU) nr. 1307/2013 zoals uitgevoerd bij de artikelen 8 tot 8/2 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, van de minimale eisen toepasselijk op het gebruik van meststoffen en fytosanitaire producten, alsook van de andere relevante verplichte eisen vastgelegd bij het federaal en gewestelijk recht zoals omschreven in het Waals programma voor plattelandsontwikkeling;”;

b) in punt 12° worden de woorden “van verordening nr. 1307/2014” vervangen door de woorden “van verordening nr. 1307/2013”.

**Art. 15.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “en het veebestand” ingevoegd tussen de woorden “de landbouwgronden” en de woorden “die in het Waalse Gewest gelegen zijn”;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 5, § 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de verzamelaanvraag en de steunaanvraag” telkens vervangen door de woorden “de aanvraag tot betaling” en worden de woorden “voor het jaar van indiening” telkens vervangen door de woorden “voor het jaar van betaling”.

**Art. 17.** In artikel 6, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het einde van punt 4° wordt herschreven als volgt “vanaf 1 januari van het jaar na de steunaanvraag na te leven”;

3° het einde van punt 5° wordt herschreven als volgt “in artikel 12 voor 1 januari van het jaar na de steunaanvraag in te winnen”.

**Art. 18.** In artikel 8, in het eerste lid en in het tweede lid van hetzelfde besluit, worden de woorden “van de steunaanvraag en” opgeheven.

**Art. 19.** Artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 6° en 7°, luidend als volgt :

6° de landbouwgronden waarvoor hij de agromilieu- en klimaatsteun aanvraagt op het grondgebied van het Waalse Gewest exploiteert;

7° zijn steunaanvraag binnen de termijn bedoeld in artikel 6, § 1 indient. ».

**Art. 20.** Het tweede lid van artikel 11 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 21.** In artikel 16 van hetzelfde besluit wordt punt 1° vervangen als volgt :

“1° wordt elke jaartranche verricht overeenkomstig artikel 75 van verordening nr. 1306/2013;”.

**Art. 22.** In hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen als volgt :

“Afdeling 1. Overdracht van bedrijf of overdracht van landbouwgronden gedekt door een verbintenis”.

**Art. 23.** In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “die verbintenissen” vervangen door de woorden “zijn verbintenis”;

2° paragraaf 4 wordt opgeheven.

**Art. 24.** In artikel 19, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “het jaar van indiening van de omzettaanvraag” vervangen door de woorden “het jaar volgend op het jaar van indiening van de omzettaanvraag”.

**Art. 25.** Artikel 20, derde lid, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met de woorden “voor de resterende duur van de oorspronkelijke verbintenis”.

**Art. 26.** In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, worden de woorden “, de lengte, het aantal elementen of dieren” ingevoegd tussen de woorden “of wanneer het areaal” en de woorden “waarop de verbintenis betrekking heeft” en in de Franse versie wordt het woord “laquelle” vervangen door het woord “lequel”;

b) in het tweede lid, worden de woorden “, lengte, aantal elementen of dieren” ingevoegd tussen de woorden “bijkomende oppervlakte” en de woorden “te dekken”;

c) in het tweede lid, wordt punt 3° vervangen door wat volgt :

“3° een areaal, een lengte, een aantal elementen of dieren gelijk aan of kleiner dan vijftig percent van diegenen van de oorspronkelijke verbintenis betreft;”

d) het tweede lid wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

“4° vergezeld gaat van een aanpassing van het advies van de deskundige als ze een doelgerichte methode betreft;”;

5° het derde lid wordt vervangen als volgt :

“Voor de toepassing van het tweede lid, 3°, is een areaal, een lengte, een aantal elementen of dieren gelijk aan of kleiner dan vijftig percent van diegenen van de oorspronkelijke verbintenis wanneer de totale arealen, lengtes, aantal elementen of dieren die het voorwerp uitmaken van de uitbreidingsaanvraag, vermeerderd met de totale arealen, lengtes, aantal elementen of dieren die vroeger het voorwerp hebben uitgemaakt van een uitbreidingsaanvraag tijdens dezelfde verbintenisperiode, gelijk aan of kleiner zijn dan vijftig percent van diegenen van de oorspronkelijke verbintenis in de steunaanvraag;”;

2° in paragraaf 2, vierde lid, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “voor de nieuwe methode of submethode” worden opgeheven;

b) de woorden “het jaar van indiening van de omzettaanvraag” worden vervangen door de woorden “het jaar volgend op het jaar van indiening van de omzettaanvraag”.

**Art. 27.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 22/1, luidend als volgt :

“Art.22/1. De landbouwer kan een nieuwe steunaanvraag indienen voor een actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw, zelfs als hij zich al vijf jaar verbonden heeft op basis van dit besluit. De nieuwe steunaanvraag doet een nieuwe verbintenis voor vijf jaar starten die de reeds bestaande verbintenis vervangt.”.

**Art. 28.** In artikel 23 van hetzelfde besluit, worden de woorden “wanneer hij een niet-doelgerichte methode heeft toegepast” vervangen door de woorden “die de verschillende gegevens die nuttig zijn voor de controle van de verbintenis zoals bepaald door de Minister vermeldt.”.

**Art. 29.** In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de woorden "het permanente karakter" vervangen door de woorden "de duur";

2° in paragraaf 3 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een punt 4/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"4°/1° niveau 5°: afschaffing van de jaarlijkse betaling voor het betrokken perceel en invordering van de bedragen die ontvangen werden voor het perceel sinds het begin van de verbintenis";

b) in punt 5° worden de woorden "niveau 5" vervangen door de woorden "niveau 6";

c) in punt 6° worden de woorden "niveau 6" vervangen door de woorden "niveau 7";

d) in punt 7° worden de woorden "niveau 7" vervangen door de woorden "niveau 8";

3° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "het permanente karakter" vervangen door de woorden "de duur";

3° in paragraaf 6, eerste lid, wordt in de Franse versie de zin aangevuld met het woord "rencontré".

**Art. 30.** In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de woorden "aan landbouwers" vervangen door de woorden "aan natuurlijke of rechtspersonen".

**Art. 31.** Artikel 33, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

"3° de betalingsaanvragen betreffende de actieplannen voor een milieuvriendelijke landbouw vermeld in artikel 3, 11°, van het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 wanneer de verbintenis vóór 1 januari 2014 is afgesloten."

**Art. 32.** Een artikel 34/1, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

"Art.34/1. In afwijking van artikel 6, § 1, kunnen de begunstigden die in 2016 een steunaanvraag wensen in te dienen voor een verbintenis genomen op een site aangewezen Natura 2000-site na 1 september 2016, hun steunaanvraag uiterlijk op 31 december 2016 indienen."

**HOOFDSTUK V. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw**

**Art. 33.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 8° wordt vervangen als volgt :

"8° relevante dwingende normen van de verbintenissen: geheel van de verplichte normen vastgesteld overeenkomstig titel VI, hoofdstuk I, van verordening nr. 1306/2013, en van de relevante criteria vastgesteld overeenkomstig artikel 4, § 1, c), ii), van verordening (EU) nr. 1307/2013 zoals uitgevoerd bij de artikelen 8 tot 8/2 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, van de minimale eisen toepasselijk op het gebruik van meststoffen en fytosanitaire producten, alsook van de andere relevante verplichte eisen vastgelegd bij het federaal en gewestelijk recht zoals omschreven in het Waals programma voor plattelandontwikkeling";

b) punt 21° wordt vervangen als volgt :

"21° de territoriale dienst: de gedecentraliseerde dienst van het Departement Landbouw bij de Administratie";

**Art. 34.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

"Wanneer de steunaanvraag wordt ingediend via een volmacht toegekend door de landbouwer aan een certificerende instelling, kan deze de steunaanvraag meedelen terwijl zij de gegevens aan de Administratie overmaakt";

2° in paragraaf 1, derde lid, 4°, worden de woorden "om de nodige stappen te ondernemen met het oog op de aansluiting bij een controleorgaan tegen 1 januari na de indiening van de steunaanvraag of om het bewijs te leveren van zijn aansluiting bij een controleorgaan" vervangen door de woorden "om gecertificeerd te zijn door een controleinstelling op 1 januari van het eerste jaar van de verbintenis";

1° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "in ontvangst is genomen" vervangen door de woorden "ontvankelijk is";

3° in paragraaf 2, e<sup>er</sup>ste lid, worden de woorden "van de Waalse Regering" ingevoegd tussen de woorden "de artikelen 2 en 3 van het besluit" en de woorden "van 12 februari 2015"

5° in paragraaf 3, worden de woorden "waardoor onregelmatigheden aan het licht gebracht werden" opgeheven.

**Art. 35.** In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt punt 2° vervangen door wat volgt :

"2° zijn activiteit uiterlijk 1 januari van het jaar na de steunaanvraag, aan een controleorgaan meegedeeld hebben en de arealen waarvoor de steun wordt aangevraagd aan een controlesysteem onderwerpen";

**Art. 36.** In artikel 8, van hetzelfde besluit worden het derde en het vierde lid vervangen door wat volgt :

"De arealen die in aanmerking komen voor de vergoeding Natura 2000 verbonden met een beheerseenheid "prioritaire open milieus", "extensieve stroken", "gebieden onder beschermingsstatuut" en "gebieden met openbaar beheer", in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn, komen niet in aanmerking voor de steun aan de biologische productie.

De arealen die in aanmerking komen voor de vergoeding Natura 2000 overeenkomstig de bepalingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, voor de "verbindingsweiden" omgeschakeld naar biologische landbouw kunnen voor biologische landbouw in aanmerking komen."

**Art. 37.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 11/1, luidend als volgt :

"Art. 11/1. Een verhoging van het bedrag van de steun in geval van het gebruik van biologisch zaaiadon of plantaardig teeltmateriaal wordt toegepast en bepaald door de Minister, overeenkomstig het Waals programma voor plattelandontwikkeling."

**Art. 38.** In artikel 13, derde lid, eerste zin, van hetzelfde besluit, worden de woorden "in de loop van de verbintenis" vervangen door de woorden "aan de lopende verbintenis".



**Art. 39.** In artikel 17 van hetzelfde besluit wordt punt 1° vervangen als volgt :

1° elke jaarlijkse schijf wordt betaald overeenkomstig artikel 75 van verordening nr. 1306/2013/”.

**Art. 40.** In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de leden 1 en 2 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

”Als de fondsen ontoereikend zijn, kan de Minister beslissen dat de bedragen toegekend voor de nieuwe verbintenissen naar beneden worden bijgesteld.”;

2° in het derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden ”het tweede lid” vervangen door de woorden ”het tweede of het derde lid”.

**Art. 41.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden ”Als de overgenomen verbintenis, overeenkomstig artikel 27,” vervangen door de woorden ”Overeenkomstig artikel 27, als de overgenomen verbintenis”;

3° in paragraaf 3, wordt het derde lid opgeheven;

3° paragraaf 4 wordt opgeheven.

**Art. 42.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het tweede lid wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

”3° een areaal betreft gelijk aan of lager dan vijftig percent van het oorspronkelijk areaal.”;

b) tussen de leden 2 en 3 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

”Voor de toepassing van het tweede lid, 3°, is een areaal gelijk aan of kleiner dan vijftig percent van het oorspronkelijk areaal wanneer de totale arealen die het voorwerp uitmaken van de uitbreidingsaanvraag, vermeerderd met de totale arealen die vroeger het voorwerp hebben uitgemaakt van een uitbreidingsaanvraag tijdens dezelfde verbintenisperiode, gelijk aan of kleiner zijn dan vijftig percent van het totaal areaal oorspronkelijk verbonden met de steunaanvraag.”;

c) artikel 20, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

” § 2. Overeenkomstig artikel 15, § § 1 en 3, van verordening nr. 807/2014, als de begunstigde het areaal van zijn bedrijf uitbreidt of als het areaal waarop een verbintenis betrekking heeft in een bedrijf wordt vergroot, wordt de vervanging van de verbintenis door een nieuwe verbintenis toegelaten.

De nieuwe verbintenis neemt de plaats in van de bestaande verbintenis, voor zover de vervangingsaanvraag :

1° voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 15, § 3, van verordening nr. 807/2014;

2° ingediend wordt binnen de termijnen en volgens de modaliteiten bepaald door de Minister.

3° een areaal betreft van meer dan vijftig percent van het oorspronkelijk areaal.

”Voor de toepassing van het tweede lid, 3°, is een areaal hoger dan vijftig percent van het oorspronkelijk areaal wanneer de totale arealen die het voorwerp uitmaken van de toename bedoeld in de vervangingsaanvraag, vermeerderd met de totale arealen die vroeger het voorwerp hebben uitgemaakt van een uitbreidingsaanvraag tijdens dezelfde verbintenisperiode, hoger zijn dan vijftig percent van het totaal areaal oorspronkelijk verbonden met de steunaanvraag.

In geval van aanvaarding, begint een nieuwe verbintenis van vijf jaar te lopen het jaar van indiening van de vervangingsaanvraag en wordt geen terugbetaling gevorderd voor de betalingen van de voorafgaande periode.”.

**Art. 43.** In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

” § 3. Het betaalorgaan voert ook de nodige herzieningen van de lopende verbintenissen door om dubbele financiering van de in artikel 43 van verordening nr. 1307/2013 bedoelde praktijken te voorkomen in geval van wijzigingen van die praktijken en, in geval van aanneming van een nieuwe Europese regelgeving die de biologische productie omlijnt, om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe vigerende bepalingen.”.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector*

**Art. 44.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 6°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”6°/1 datum van vestiging door ontwikkeling: de datum van de eerste registratie bij het GBCS als landbouwer in hoofdberoep die overeenstemt met de datum van inschrijving bij de kas voor sociale verzekeringen als landbouwer in hoofdberoep”;

2° punt 9° wordt aangevuld met de woorden ”of de beroepservaring als arbeider of bezoldigd landbouwarbeider in een landbouwbedrijf”.

**Art. 45.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

”Artikel 9 is echter niet toepasselijk op de CVGL en de CVAV.”.

**Art. 46.** In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 3/1. Elk document overgemaakt langs de elektronische weg heeft dezelfde waarde als een document van een papieren versie als hij via het portaal ”PAC-ON-WEB” wordt overgemaakt.

**Art. 47.** In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 3/2 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 3/2. De steunaanvraag kan worden ingevuld door een gemachtigde die in dat geval het bewijs moet leveren van de schriftelijke machtiging die hem in staat stelt te handelen.”.

**Art. 48.** In artikel 6, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden ”door overname en oprichting” vervangen door ”door overname, oprichting en ontwikkeling”.

**Art. 49.** In hoofdstuk II, afdeling 3, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 10/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 10/1. Geen enkele steun ingevoerd bij dit besluit wordt toegekend aan een bedrijf dat een pluimvee- of varkensspeculatie heeft dat onder klasse 1 valt in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.”.

**Art. 50.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, punt 7°, worden de woorden ”minimum acht jaar” vervangen door de woorden ”minimum drie jaar”;

2° in het derde lid, worden de woorden ”vijf jaar na de datum van de eindbetaling aan de begunstigde” opgeheven;

3° het derde lid, punt 1°, wordt vervangen als volgt :

"1° minimum drie jaar na de beslissing van toekenning van de steun voor de vestigingssteun;"

4° wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Wat betreft het eerste lid, punt 7°, bepaalt de Minister de voorwaarden die de jonge landbouwer die niet enig bedrijfshoofd is vervult om geacht te worden een daadwerkelijke zeggenschap te houden.

**Art. 51.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt :

"HOOFDSTUK III. Steun voor de vestiging door overname, oprichting en ontwikkeling".

**Art. 52.** In de artikelen 15, § 1, eerste lid, 16, eerste lid, 3°, 4°, 27, § 1, lid 1 en 2, 28, eerste lid, 65, § 3, lid 1 en 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden "door overname en oprichting" telkens vervangen door de woorden "door overname, oprichting en ontwikkeling".

**Art. 53.** In artikel 15, § 1, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "uiterlijk binnen twaalf maanden" vervangen door de woorden "uiterlijk binnen vierentwintig maanden".

**Art. 54.** In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen als volgt :

"Afdeling 2. Subsidiabiliteit van de vestiging door overname, oprichting en ontwikkeling"

**Art. 55.** Artikel 17, § 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) in het eerste lid worden de woorden "een aandelenregister," opgeheven;

b) tussen de leden 1 en 2 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De rechtspersoon bewijst de overname met een aandelenregister naast de overname-overeenkomst of de authentieke akte vermeld in het eerste lid.";

c) in het tweede lid, dat het derde lid is geworden, worden de woorden "minstens acht jaar" vervangen door de woorden "minstens drie jaar".

**Art. 56.** In artikel 18, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "minstens 8 jaar" vervangen door de woorden "minstens drie jaar na de beslissing van de toekenning van de steun".

**Art. 57.** In hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 18/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 18/1. § 1. De vestiging door ontwikkeling is de vestiging van een jonge landbouwer in een bedrijf met het oog op zijn ontwikkeling ten gevolge van zijn inschrijving voor de eerste keer bij de kas voor sociale verzekeringen als landbouwer in hoofdberoep.

Als het bedrijf gedeeltelijk aan een andere persoon dan de jonge landbouwer toebehoort, wordt de vestiging per ontwikkeling bevestigd door een geregistreerde overname-overeenkomst of een authentieke akte die :

1° de modaliteiten en de inventaris van de overname vermeldt;

2° door de verschillende partijen gedagtekend en ondertekend is uiterlijk op de datum van inschrijving van de jonge landbouwer bij de kas voor sociale verzekeringen als landbouwer in hoofdberoep.

De rechtspersoon bewijst de overname met een aandelenregister naast de overname-overeenkomst of de authentieke akte vermeld in het eerste lid.

De jonge landbouwer houdt gedurende minstens drie jaar na de beslissing van de toekenning van de steun een daadwerkelijke zeggenschap over het bedrijf.

De Minister bepaalt de voorwaarden die de jonge landbouwer die niet enig bedrijfshoofd is, vervult om geacht te worden een daadwerkelijke zeggenschap te houden.

§ 2. Als de overname-overeenkomst of de authentieke akte niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, wordt de steun voor ontwikkeling niet in aanmerking genomen door het betaalorgaan."

**Art. 58.** In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "als zelfstandige landbouwer" opgeheven;

b) in paragraaf 1, eerste lid, 4°, worden de woorden "minstens acht jaar" vervangen door de woorden "minstens drie jaar";

c) paragraaf 1 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"Wat betreft het eerste lid, punt 2°, bij gebrek om in orde verklaard te worden, maakt de landbouwer aan het betaalorgaan een afschrift van het verzoek om vrijstelling van de sociale bijdrage die hij heeft ingediend over.

"Wat betreft het eerste lid, punt 4°, bepaalt de Minister de voorwaarden die de jonge landbouwer die niet enig bedrijfshoofd is, vervult om geacht te worden een daadwerkelijke zeggenschap te houden.

d) in paragraaf 2, 3°, worden de woorden "het Waals Landbouwwetboek" vervangen door de woorden "het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw of, in voorkomend geval, de voorschriften van het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016 betreffende de opleiding in de bijenteelt".

**Art. 59.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° de leden 1 en 2 worden opgeheven;

2° in het derde lid, dat het eerste lid wordt, in punt 1°, worden de woorden "of ontwikkeling" ingevoegd tussen de woorden "in geval van oprichting" en de het woord "verbindt";

3° in het derde lid, dat het eerste lid wordt, in punt 2°, wordt het woord "volgens" ingevoegd tussen het woord "dat" en de woorden "het jaar".

**Art. 60.** In artikel 24 van hetzelfde besluit, wordt tussen de leden 2 en 3 een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De praktische ervaring kan worden bevestigd ten belope van maximum vijf jaar."

**Art. 61.** In artikel 27, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "of de ontwikkeling." ingevoegd tussen de woorden "in vier tranches voor de oprichting" en de woorden "de laatste tranche".

**Art. 62.** In artikel 32, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "twaalf maanden na de datum van selectie van het dossier" vervangen door de woorden "twaalf maanden na de datum van selectie van het dossier";

2° in paragraaf 1, wordt tussen de leden 1 en 2, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De datum van selectie van het dossier is de datum van kennisgeving van de beslissing van selectie van het dossier door het betaalorgaan. ».

**Art. 63.** In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 4°, worden de woorden "landbouwer in bij- of hoofdberoep" vervangen door de woorden "bij gebrek om in orde verklaard te worden, maakt de landbouwer, in bij- of hoofdberoep, aan het betaalorgaan een afschrift van het verzoek om vrijstelling van de sociale bijdrage die hij heeft ingediend over";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

De praktische ervaring als landbouwer of hulp of meewerkende echtgeno(o)t(e) wordt bewezen op grond van de periodes van aansluiting bij een sociale verzekeringskas. De praktische ervaring als arbeider of bezoldigd landbouwarbeider wordt bewezen op grond van een arbeidscontract";

3° tussen de leden 3 en 4 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De praktische ervaring bewezen vóór het Vestigingscomité in het kader van een vestigingssteun is ook geldig in het kader van een investeringssteun."; 4° het vierde lid, dat het vijfde lid is geworden, wordt opgeheven.

**Art. 64.** Artikel 36, § 2, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Onder de in aanmerking komende partners producenten die een partner van het type CVGL of CVAV vormen, zijn de identificatie bij het GBCS, de ondertekening en de documenten waarmee de voorwaarden bedoeld in artikel 33, eerste lid, 1° tot 4° kunnen worden nagegaan, uitsluitend vereist voor :

1° de meerderheid van de partners van het type producent als de CVGL of de CVAV bestaat uit minstens tien partners van het type producent;

2° zes partners van het type producent als de CVGL of de CVAV bestaat uit minstens tien partners van het type producent. ».

**Art. 65.** In artikel 37 van hetzelfde besluit wordt punt 2° vervangen als volgt :

"2° bestaan uit partners die hoogstens lid zijn, enerzijds, van twee CVGL die als maatschappelijk doel hebben het gemeenschappelijk gebruik van materiaal en, anderzijds, van een CVGL per productiesector die als maatschappelijke doel heeft het gemeenschappelijk gebruik van materiaal dat specifiek is voor die sector";

**Art. 66.** In artikel 38, 5°, van hetzelfde besluit worden de woorden "de verwerkte en op de markt gebrachte" vervangen door de woorden "de verwerkte of op de markt gebrachte".

**Art. 67.** In artikel 48, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "hoofdstuk VI" vervangen door de woorden "hoofdstuk IV".

**Art. 68.** Artikel 54 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

"Indien aanvullende stukken of gegevens worden vereist om over te gaan tot de betaling van de steun, schorst de aanvraag van bijkomende steun de behandeling van het dossier. Wanneer de stukken binnen de zestig dagen na de aanvraag van bijkomende gegevens niet worden ontvangen door het betaalorgaan, kan de steunaanvraag worden geweigerd. ».

**Art. 69.** In artikel 58 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1<sup>er</sup> vervangen als volgt :

« § 1<sup>er</sup>. De landbouwer die de minimale quotering verkrijgt voor het geheel van de selectiecriteria, heeft recht op de bijkomende steun bedoeld in de artikelen 49 en 50.

Voor elke bijkomende steun bedoeld in de artikelen 49 en 50 bepaalt de Minister de minimale quotering, de selectiemethode, de selectiecriteria en verzoekt om de goedkeuring van het toezichtcomité in het kader van de uitvoering van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

De in de steunaanvraag voorgedragen projecten worden op basis van criteria geselecteerd. De quotering van de geselecteerde projecten bepaalt het investeringssteunpercentage."

**Art. 70.** In artikel 65, § 7, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

"Het investeringsproject voldoet aan de bepalingen van hoofdstuk 3 en aan de bepalingen genomen krachtens dit hoofdstuk."

**Art. 71.** Artikel 78 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 78. In geval van vestigingssteun vervult de jonge landbouwer de voorwaarden bedoeld in artikel 19, § 1, gedurende een periode van vijf jaar na de beslissing van toekenning van de steun."

**Art. 72.** In artikel 83 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie worden de woorden "le CUMA" telkens vervangen door de woorden "la CUMA";

2° in de Franse versie worden de woorden "le SCTC" vervangen door de woorden "la SCTC".

**Art. 73.** In artikel 84, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden ", en een achtste in geval van vestigingssteun" vervangen door de woorden ". Voor de vestigingssteun wordt de regeling van de verlaging en de weigering van de steun ingedeeld in drie niveaus die vastgelegd zijn als volgt :

1° niveau 1 : een zesde van het totaal van de betrokken steun

2° niveau 2 : een vierde van het totaal van de betrokken steun

3° niveau 3 : een derde van de betrokken steun.

De Minister is bevoegd om een verlagingstroost op te maken op grond van de tekortkomingen."

**Art. 74.** In artikel 92 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid aangevuld door wat volgt :

"Een aanvrager die echter de last van huismoeder of huisvader alleen op zich neemt, die betrokken is bij de gevallen van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden van artikel 91, 1° en 2°, en die het bedrijf van de begunstigde overneemt van wie hij bloedverwanten is in de tweede graad maximum, wordt vrijgesteld van het vervullen van de eisen bedoeld in artikel 19, § 2, eerste lid, 2° en 3°, om steun te krijgen."

**Art. 75.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 100/1, luidend als volgt :

"Art. 100/1. Onverminderd andere bepalingen van dit besluit komen de landbouwers die steun voor landbouwinvestering of voor de vestiging hebben genoten, krachtens het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw en het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector, in aanmerking voor de na 1 oktober 2015 ingediende steunaanvragen."

**Art. 76.** Artikel 101 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 101. § 1. De personen die een steunaanvraag voor vestiging hebben ingediend vóór de inwerkingtreding van het besluit van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector krachtens de artikelen 22 tot 30 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector, kunnen deze steun genieten als de ontvankelijkheid van de aanvraag betekend is binnen de termijn bedoeld in artikel 22, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit.

De personen aan wie steun in het kader van een eerste fase voor een vestiging is toegekend krachtens de artikelen 22 tot 30 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector en de artikelen 22 tot 30 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw, kunnen steun voor een tweede fase genieten overeenkomstig de artikelen 22 tot 30 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector en de artikelen 22 tot 30 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw, als de investering i.v.m. die tweede fase voor 31 december 2016 wordt verricht.

§ 2. De vestigingssteun bedoeld in paragraaf 1 wordt gestort in de vorm van een kapitalisatie van een rentesubsidie toegekend gedurende zeven jaar met een maximum van 30.000 euro.”.

*HOOFDSTUK VII. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015 betreffende de toekenning van tegemoetkomingen voor gebieden met natuurlijke beperkingen*

**Art. 77.** In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015 betreffende de toekenning van tegemoetkomingen voor gebieden met natuurlijke beperkingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° in het derde lid, worden de woorden “Als het bewijs van aansluiting onvoldoende blijkt om aan te tonen dat de voorwaarde, verwoord in lid 1, 2°, vervuld is,” vervangen door de woorden “Om na te gaan dat de activiteit wel als hoofdberoep wordt uitgeoefend”;

3° in het derde lid, wordt het woord “bijkomende” opgeheven.

**Art. 78.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3, eerste lid, punt 1°, worden de woorden “,in de hoedanigheid van landbouwer, tuinbouwer of fokker” opgeheven;

2° in paragraaf 3, eerste lid, wordt punt 2° opgeheven;

3° in paragraaf 3, wordt het tweede lid opgeheven;

4° in paragraaf 4, wordt de zin “In het geval van een groepering van landbouwers voegt één van de natuurlijke personen die lid is van de groepering en voor de groepering het recht opent op de vergoeding het bewijs van aansluiting bedoeld in paragraaf 3 bij de aanvraag. Als de aanvrager een rechtspersoon is, voegt één van de afgevaardigd-bestuurders, beheerders of beheerders-vennoten die verantwoordelijk is voor het beheer van betrokken bedrijf, het aansluitingsbewijs bedoeld in paragraaf 3 bij de aanvraag.” vervangen door de zin “In het geval van een groepering van landbouwers voldoet één van de natuurlijke personen die lid is van de groepering en voor de groepering het recht opent op de vergoeding aan de toelaatbaarheidsvoorwaarden.”;

5° in paragraaf 5, worden de leden 1 en 2 opgeheven;

6° in paragraaf 5, in het derde lid, worden de woorden “in de gevallen bedoeld in de leden 1 en 2,” opgeheven.

*HOOFDSTUK VIII. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen*

**Art. 79.** In artikel 3, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, wordt punt 3° aangevuld met de woorden: “, tenzij hij uitsluitend wordt geïdentificeerd in het kader van een representatiefunctie”.

**Art. 80.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

“Indien uit elementen blijkt dat de voorwaarden bedoeld in het eerste lid niet zijn vervuld, gaat het betaalorgaan over tot een controle ter plaatse.”.

*HOOFDSTUK IX. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende beroepsopleiding in de landbouw;*

**Art. 81.** In artikel 4, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende beroepsopleiding in de landbouw, worden de woorden “de basislandbouw- of beheercursussen” vervangen door de woorden “de cursussen landbouwtechnieken of de cursussen van beheer en landbouweconomie”.

**Art. 82.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden, “buiten de afwijking bedoeld in paragraaf 3,” ingevoegd tussen de woorden “Om de resultaten van het examen te valideren,” en de woorden “volgt de deelnemer de cursussen”;

2° het artikel 8 wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

“§ 3. In afwijking van paragraaf 1, kunnen de personen die reeds een diploma hebben van het hoger of universitair onderwijs met een niet-agronomische oriëntatie of het gelijkwaardige diploma erkend door een andere Lidstaat van de Europese Unie of krachtens een andere nationale wetgeving uitsluitend het examen afleggen zonder de lessen bij te wonen.

Als deze personen maximum twee keer niet slagen voor dat examen, kunnen zij het examen opnieuw afleggen uitsluitend als zij de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1 vervullen.”.

**Art. 83.** In artikel 10, eerste lid, wordt punt 2° vervangen door wat volgt :

“2° de houder van het getuigschrift afgegeven aan het einde van de cursussen beheer en landbouweconomie of de houder die uiterlijk voor het einde van de stage erover of over het gelijkwaardige attest zal beschikken;”

**Art. 84.** In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “de wekelijkse tempo van de stage” vervangen door de woorden “de datums van de stage”.

**Art. 85.** In artikel 14, § 3, eerste lid, 2°, derde lid, en in paragraaf 6, derde lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord “selectiecomité” telkens vervangen door het woord “deskundigencomité”.

**Art. 86.** In artikel 20, § 3, van hetzelfde besluit wordt in de Franse versie het woord “de” ingevoegd tussen het woord “decembre” en het woord “année”.

**Art. 87.** In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “van titel 4, hoofdstuk 2,” vervangen door de woorden “van hoofdstuk II van titel IV”.

**Art. 88.** Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 31. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 1, 3 tot 10, 12, 13 en 21 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1)".

**HOOFDSTUK X.** — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2016 tot instelling van een Opvolgingscomité voor het betaalorgaan, tot bepaling van de uitoefening van de bevoegdheden ervan inzake dwangschrift, en waarbij de Minister van Landbouw ertoe gemachtigd wordt de aanwijzings- en opvolgingsprocedure van gemachtigde instellingen te bepalen*

**Art. 89.** Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2016 tot instelling van een Opvolgingscomité voor het betaalorgaan, tot bepaling van de uitoefening van de bevoegdheden ervan inzake dwangschrift, en waarbij de Minister van Landbouw ertoe gemachtigd wordt de aanwijzings- en opvolgingsprocedure van gemachtigde instellingen te bepalen, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De bevoegde autoriteit bedoeld in artikel D.252 van het Wetboek delegeert de overige maatregelen die haar bij de Europese regelgeving toegewezen worden aan de Minister."

**HOOFDSTUK XI.** — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de activiteiten van vaste vorming in de zin van de artikelen D. 99, § 2, 2° en D. 104, eerste lid, 1°, van het Waalse Landbouwwetboek in de landbouw- en bosbouwsector*

**Art. 90.** In artikel 9, derde lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse landbouwwetboek betreffende de activiteiten van vaste vorming in de zin van de artikelen D. 99, § 2, 2° en D. 104, eerste lid, 1°, van het Waalse Landbouwwetboek in de landbouw- en bosbouwsector, worden de woorden "artikel 9" vervangen door de woorden "artikel 8".

**Art. 91.** Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 1, 3 tot 10, 12, 13 en 21 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1)".

**HOOFDSTUK XII.** — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 92.** De artikelen 44, 1°, 48, 51, 52, 54, 57, 59, 2°, en 61 treden in werking op 1 april 2017.

**Art. 93.** Artikel 74 heeft uitwerking vanaf 1 oktober 2015.

**Art. 94.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 februari 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2017/201499]

**2 FEVRIER 2017. — Arrêté ministériel modifiant divers arrêtés ministériels en matière d'aides agricoles**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91;

Vu le règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);